



**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES**

République de Guinée  
Travail - Justice - Solidarité

Ministère de l'Economie et des Finances  
Boulevard du Commerce | Kaloum | BP. 579  
Conakry | République de Guinée

[www.mef.gov.gn](http://www.mef.gov.gn)  
[contact@mef.gov.gn](mailto:contact@mef.gov.gn)



**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES**

République de Guinée  
Travail - Justice - Solidarité



# RAPPORT ANNUEL 2017

---

## Table des matières

---

Liste des abréviations et acronymes \_\_\_\_\_ 4

---

1. Principales missions du ministère de l'Économie et des Finances \_\_\_\_\_ 6

---

2. Bilan des activités et résultats \_\_\_\_\_ 10

2.1 Coordination des programmes de politiques économique \_\_\_\_\_ 10

2.2 Activités de réformes des finances publiques \_\_\_\_\_ 11

2.3 Activités de renforcement des capacités \_\_\_\_\_ 12

2.4 Production et diffusion des informations économiques et financières \_\_\_\_\_ 13

2.5 Gestion des marchés publics \_\_\_\_\_ 14

2.6 Gestion du portefeuille de l'État et promotion des investissements privés \_\_\_\_\_ 18

2.7 Gestion de la dette et de l'aide publique au développement \_\_\_\_\_ 20

2.8 Gestion financière et comptabilité publique \_\_\_\_\_ 27

2.9 Activités de contrôle \_\_\_\_\_ 32

2.10 Activité de l'Inspection Générale des Finances \_\_\_\_\_ 34

---

3. Principales difficultés et contraintes \_\_\_\_\_ 36

---

4. Perspectives \_\_\_\_\_ 37

---

Annexes \_\_\_\_\_ 38

---

1

2

3

4

---

## Liste des abréviations et acronymes

---

<b>ACCT</b>	Agence Comptable Centrale du Trésor
<b>APD</b>	Aide publique au développement
<b>BdT</b>	Bons du Trésor
<b>BEI</b>	Banque Européenne d'Investissement
<b>BID</b>	Banque Islamique de Développement
<b>C2D</b>	Contrat de Désendettement et de Développement
<b>CBI</b>	Conférence des bailleurs de fonds et des investisseurs
<b>CUT</b>	Compte unique du Trésor
<b>CTSP</b>	Cellule Technique de Suivi des Programmes
<b>DAF</b>	Division des Affaires Administratives
<b>DNB</b>	Direction Nationale du Budget
<b>DNCF</b>	Direction Nationale du Contrôle financier
<b>DND-APD</b>	Direction Nationale de la Dette et de l'Aide Publique au Développement
<b>DNEEP</b>	Direction Nationale des Etudes Economique et de la Prévision
<b>DNI</b>	Direction Nationale des Impôts
<b>DNPEIP</b>	Direction Nationale du Patrimoine de l'Etat et des Investissements Privés
<b>DNSI</b>	Direction Nationale des Services Informatiques
<b>DNTCP</b>	Directions Nationales du Trésor et de la Comptabilité Publique
<b>EPA</b>	Etablissement Public Administratif
<b>FEC</b>	Facilité Elargie de Crédit
<b>FED</b>	Fonds Européen de Développement
<b>FINEX</b>	Financement Extérieur
<b>FMI</b>	Fonds Monétaire International
<b>IADM</b>	Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale
<b>IGF</b>	Inspection Générale des Finances
<b>IPTE</b>	Initiative Pays Pauvres Très endettés
<b>LORLF</b>	Loi Organique Relative aux Lois de Finances
<b>MEF</b>	Ministère de l'Economie et des Finances
<b>PAON</b>	Programme d'Appui à l'Ordonnateur National
<b>PAP</b>	Programme d'Actions Prioritaires
<b>PEFA</b>	Public Expenditure and Financial Accountability
<b>PIB</b>	Produit intérieur brut
<b>PIN</b>	Programme Indicatif National
<b>PPP</b>	Partenariat Public Privé
<b>PTF</b>	Partenaires Techniques et Financiers
<b>RGGBCP</b>	Règlement Général de Gestion Budgétaire et de Comptabilité Publique
<b>TVA</b>	Taxe sur la Valeur Ajoutée
<b>UE</b>	Union européenne

---

## Liste des tableaux

---

<b>Tableau 1</b>	Structure selon le mode de passation des marchés	14
<b>Tableau 2</b>	Répartition sectorielle des marchés passés de gré à gré	15
<b>Tableau 3</b>	Répartition des marchés selon la nature des activités	16
<b>Tableau 4</b>	Passation des marchés selon la source de financement	17
<b>Tableau 5</b>	Répartition sectorielle des marchés	17
<b>Tableau 6</b>	Evolution de l'encours de la dette extérieure	20
<b>Tableau 7</b>	Exécution du service de la dette extérieure	21
<b>Tableau 8</b>	Accords de prêts signés en 2016 et 2017	21
<b>Tableau 9</b>	Situation de l'exécution du PIN 10ème FED	23
<b>Tableau 10</b>	Situation de l'exécution financière du PIN 11ème FED	24
<b>Tableau 11</b>	Stock de la dette intérieure	25
<b>Tableau 12</b>	Mobilisation des bons du trésor	25
<b>Tableau 13</b>	Exécution du service de la dette intérieure	26
<b>Tableau 14</b>	Situation des bons du Trésor	27
<b>Tableau 15</b>	Valeurs et titres émis	28
<b>Tableau 16</b>	Encaissements au titre des recettes non fiscales	30
<b>Tableau 17</b>	Décaissements sur le compte courant du Trésor	31
<b>Tableau 18</b>	Taux d'engagement par titre	32
<b>Tableau 19</b>	Nombre de dossiers et valeur par procédure	33
<b>Tableau 20</b>	Situation des dossiers de régularisation	34

# Principales missions du ministère de l'Économie et des Finances

Le ministère de l'Économie et des Finances (MEF) est chargé de concevoir, élaborer, suivre la mise en œuvre et évaluer la politique économique et financière du gouvernement. Les réformes et les actions menées pour remplir ces missions concourent à l'atteinte des principaux objectifs de politique économique et, in fine, à l'amélioration des conditions de vie des populations.

Dans le cadre de ses missions, et comme en 2016, ces différentes fonctions du ministère ont été déclinées en actions phares pour l'année 2017. Il s'agit de :

Renforcer l'efficacité et la légitimité de la politique macroéconomique.

Assurer la soutenabilité des finances publiques.

Promouvoir une croissance inclusive, forte et durable.

Piloter les réformes centrées sur la gestion de la dette intérieure de l'État et de la commande publique.

Six directions nationales et des services d'appui concourent à l'accomplissement de ces missions.

Les six directions nationales sont :

- Direction Nationale des Marchés Publics
- Direction Nationale du Contrôle Financier
- Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
- Direction Nationale des Etudes Economiques et de la Prévision
- Direction Nationale de la Dette et de l'Aide Publique au Développement
- Direction Nationale du Patrimoine de l'État et des Investissements Privés

Les services d'appui sont :

- L'inspection Générale des Finances
- La Cellule Technique de Suivi des Programmes ;
- La Division des Affaires Financières ;
- Le Secrétariat Central ;
- La Cellule Communication et Relations Extérieures ;
- Le Service de Modernisation des Systèmes d'Information ;
- Le Service Hygiène, Santé et Sécurité ;
- La Division des Ressources Humaines ;
- Le Service Accueil et Information ;
- Le Service Formation.

Ce rapport d'activités de l'année 2017 rend compte des actions conduites au niveau du cabinet du Ministre, des directions nationales et des services d'appui. Il expose dans une première partie les principales activités réalisées dans le cadre des programmes de réforme des finances publiques et de renforcement des capacités.

Dans une deuxième partie, il passe en revue les réalisations au niveau des autres axes prioritaires des missions du ministère, à savoir : la production, l'analyse et la diffusion de l'information économique et financière, la gestion des marchés publics, de la dette et de l'aide publique au développement, du patrimoine de l'État et la promotion des investissements privés, de la trésorerie de l'État et la comptabilité publique et les activités de contrôle.

Enfin, dans les deux derniers points du rapport, les contraintes et difficultés rencontrées au cours de l'année et les perspectives pour l'année 2018 sont exposées.

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

### PRINCIPAUX RÉSULTATS ATTEINTS EN 2017

En 2017, les actions du MEF ont continué de s'inscrire dans la vision et la dynamique enclenchée par le Chef de l'État depuis 2011.

Renforcer le cadre macroéconomique, tout en contribuant, au même titre que plusieurs autres départements, à la promotion d'un environnement stable permettant de faire de la Guinée une terre attractive pour les investisseurs ont été les aspects majeurs de notre action.

Poursuivre les réformes au niveau des finances publiques et mobiliser des financements en maximisant leur concessionnalité ont également été des éléments moteurs de nos activités en 2017.

Renforcer la dynamique d'ouverture et de lobbying au niveau sous-régional, continental et international a continué d'encadrer nos actions.

Dans ce contexte, les activités majeures du ministère en 2017 ont porté sur :

- La poursuite de la conduite des programmes macroéconomique et la négociation de nouveaux programmes (FMI, BM, UE et France)
- Les négociations liées aux prêts dans le cadre de l'accord stratégique avec la Chine et la gestion de la dette
- La poursuite de la coordination des projets UE et AFD
- Les réformes relatives aux finances publiques (Trésor, marchés publics, dette, portefeuille de l'État, analyse économique)
- Les actions liées aux relations avec les partenaires techniques et financiers ainsi que les investisseurs et la société civile
- Les discussions et négociations sur le plan économique et financier dans le cadre des visites du Chef de l'État
- La poursuite de l'informatisation du ministère et l'équipement des directions
- Les formations des cadres
- Les sanctions prononcées à l'encontre des cadres.

## Les principaux résultats atteints en 2017 ont été les suivants :

- la négociation réussie d'un nouveau programme avec le FMI, soutenu par une facilité élargie de crédit comportant une enveloppe inédite de prêts non-concessionnels de 650 Millions USD
- la négociation réussie et la signature des accords portant sur les appuis budgétaires de la France et de l'UE
- la négociation réussie du premier prêt non-concessionnel destiné à financer la première vague de projet de l'accord stratégique avec la Chine. Les termes de ce prêt aboutissent à des termes semi-concessionnels avec un élément don d'environ 23%
- l'augmentation de l'absorption des ressources FED de près de 40% entre 2016 et 2017
- l'adhésion de la Guinée dans l'initiative du G-20 du « Compact avec l'Afrique »
- la concessionnalité moyenne des prêts négociés s'est établie à 34% en 2017, comparé à 39% en 2016
- l'adoption de plusieurs textes de loi (loi amendant la loi sur la gouvernance financière des sociétés et établissements publics, validation des comptes des comptables publics, décret supprimant la double non-objection sur les marchés financés par des ressources extérieures)
- l'établissement du premier rapport de l'Etat financier sur les entreprises publiques et mixtes
- la négociation réussie d'une opération de retour dans le portefeuille de l'Etat avec réalisation d'économie sur le prix proposé par l'actionnaire privé (près de 4 millions d'euros de gain réalisé)
- le dépôt des comptes de gestion de 2014, 2015 et 2016 à la Cour des Comptes, dont celui de 2016 déposé dans les délais prescrits par la loi
- le démarrage effectif de l'apurement de la dette intérieure (1982-2013) avec l'engagement en 2017 de 90% du montant dû aux 80% des créanciers
- l'accroissement des recettes non fiscales, notamment des dividendes à près de 95 milliards GNF entre, soit une hausse de plus de 500% entre 2016 et 2017
- L'enregistrement, le traitement juridique et la revue qualité de 529 contrats et avenants, 22 accords de financements et 22 arrêtés conjoints dans un délai moyen ramené à au plus et 3 jours pour les arrêtés conjoints
- Le suivi et la mise en vigueur de 19 accords dans un délai moyen de 67 jours (délai allongé en raison de l'intervention de plusieurs Institutions républicaines (Assemblée Nationale, Cour Constitutionnelle et Présidence de la République)

FMI

UE

23%

40%

G20

34%

LOI

ETAT

+4M

COMPTES

90%

+500%

529

22

22

19



Sur le plan des activités liées au fonctionnement du ministère, les activités conduites ont eu les principaux résultats suivants :

- l'achèvement des travaux des nouveaux locaux de la direction nationale du Trésor et du centre de formation du MEF
- la mise en place d'un réseau internet-intranet permettant la connexion de toutes les directions, y compris les directions excentrées, augmentant la connectivité des directions et du cabinet à Conakry dans un premier temps
- l'acquisition de serveurs permettant la connexion du Trésor et de la Dette au système d'adjudication des bons du trésor
- l'équipement de tous les trésoriers régionaux en véhicules
- l'envoi de cadres sélectionnés sur concours à l'ENAREF de Ouagadougou, au Burkina Faso.

# 2 Bilan des activités et résultats

Le bilan résume les activités menées et les principaux résultats obtenus au cours de l'année 2017. Quand cela est pertinent, ces résultats sont comparés aux performances de l'année précédente.

## 2-1

### COORDINATION DES PROGRAMMES DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Le ministère en charge de l'Économie et des Finances coordonne la conduite des réformes économiques et financières en vue d'assainir et consolider la gestion macroéconomique.

Au titre des programmes macroéconomiques, le MEF a conduit la préparation et la signature d'un nouveau programme soutenu par la facilité élargie de crédit du FMI. Ce programme historique comporte une enveloppe de prêts non-concessionnels de 650 millions USD. Cette enveloppe permettra la réalisation d'un important programme d'investissements dans le domaine des infrastructures nécessaires à la croissance ambitionnée dans le PNDES.

Le MEF a également conduit la préparation des documents relatifs au nouveau programme de l'Union européenne sur la période 2017-2019. De même, le MEF a mené les négociations liées à la deuxième intervention de la Banque Mondiale sur la période 2017-2019 et la première tranche de cet appui financier devrait être décaissée au cours du premier trimestre 2018.

Par ailleurs, l'adhésion de la Guinée à l'initiative du G-20 le « Compact avec l'Afrique » a été un autre fait marquant des actions du MEF.

## 2-2

### ACTIVITÉS DE RÉFORMES DES FINANCES PUBLIQUES

Au cours de l'année 2017, le bilan de la mise en œuvre du PREFIP a été établi et un nouveau plan d'actions triennal (PAT) 2017-2019 a été élaboré et validé. Ce bilan ainsi que le nouveau PAT et le rapport de l'atelier de validation ont été transmis aux autorités et aux partenaires techniques et financiers.

Dans le cadre de l'assainissement et de l'amélioration des finances publiques, des textes ont été adoptés et signés. Il s'agit de :

- la loi PPP
- la loi amendant celle portant gouvernance financière des sociétés et établissements publics
- loi de validation des comptes des comptables publics de 1958-2010
- la loi portant suppression de la double non-objection de l'ACGPMP sur les marchés financés sur ressources extérieures
- le plan d'apurement des arriérés de la dette intérieure.

D'autres textes (arrêtés, circulaires, etc.) ont été signés, ils permettent de renforcer le cadre de nos finances publiques. Il s'agit notamment de :

- l'arrêté portant plan comptable des EPA
- la circulaire n°0004 relatif à la réduction des délais de traitement des dossiers de passation de marchés
- la circulaire n°1062/MEF/CAB/MD/2017 remettant le contrôle a priori pour les dépenses inférieures à 5 mds de francs, au Cabinet du ministère de l'Économie et des Finances.

Au niveau de la réforme des marchés publics, la dématérialisation des procédures de passation des marchés et la mise en place des Personnes responsables des marchés publics (PRMP) dans les institutions a été initiée. Une application informatique a été mise en place et déployée en 2017. Les délais de passation des marchés se sont ainsi considérablement améliorés, passant de 113 jours à 64 jours en moyenne à fin décembre. De même, la correction de la Loi et du Décret portant sur les règles régissant la passation, le contrôle et la régulation des marchés

publics et délégation de services publics a été entreprise et achevée par la suppression de la double non objection de l'ACGPMP.

Au niveau de la gestion du patrimoine de l'Etat, la révision des textes constitutifs des entreprises publiques pour les mettre en conformité avec la LOLF et la mise en place du cadre juridique et institutionnel pour le développement des PPP en Guinée se sont poursuivies.

Au niveau de la comptabilité publique, un arrêté portant modalités de création, de fonctionnement et de contrôle des régies d'avances et de recettes a été pris. Un projet de décret portant régime financier des comptables publics et un projet d'arrêté portant organisation comptable de la République de Guinée ont été élaborés et signés.

## 2-3

### ACTIVITÉS DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

En 2017, un programme de formation a été élaboré avec l'assistance technique de SOFRECO recrutée par l'Union européenne dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'appui à la réforme des finances publiques (PARFIP).

Ce programme comporte trois volets : (1) formation des cadres de demain à l'Ecole Nationale de Régies Financières (ENAREF) à Ouagadougou ; (2) formation continue et (3) formation de perfectionnement à Conakry. Les modules de formation pour ces deux derniers volets de formations ont été élaborés et dispensés à un groupe de formateurs sélectionnés à cet effet.

Pour renforcer les capacités d'analyse conjoncturelle et d'utilisation des outils modernes d'analyse macroéconomique, des cours de programmation et de politiques financières, ainsi que de statistique descriptive ont été dispensés au cours de l'année.

Dans le cadre de l'appui au renforcement des capacités en matière de programmation budgétaire pluriannuelle, les cadres du MEF ont participé à un atelier technique sur les procédures et outils de cette. De même, un atelier de vulgarisation de la LOLF et du RGGBCP a été organisé. D'autres missions d'assistance technique axées sur l'évaluation et le renforcement des capacités dans le domaine de la gestion économique et financière ont été conduites au cours de l'année 2017 pour compenser la faible mobilisation de cette assistance technique au cours des deux années précédentes due en grande partie à l'épidémie Ebola. La liste de ces missions est jointe en annexe du rapport.

## 2-4

### PRODUCTION ET DIFFUSION DES INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Dans ce cadre, des données quantitatives et qualitatives portant sur l'évolution conjoncturelle dans les secteurs réel, monétaire, financier et du commerce international ont été collectées et analysées pour informer les décideurs sur la dynamique de l'économie. Les résultats de ces activités sont contenus dans les documents suivants :

- 11 numéros du Tableau de bord mensuel de l'économie guinéenne, élaborés et diffusés
- 3 numéros de la Note de conjoncture trimestrielle de l'économie guinéenne, élaborés et diffusés
- Rapport économique et financier (REF), accompagnant le Projet de Loi de Finances 2018, élaboré et transmis à l'Assemblée Nationale
- Rapport financier des entreprises en portefeuille de l'Etat, produit et transmis à l'Assemblée Nationale et à certains PTFs
- Tableau de bord mensuel des finances publiques, produit régulièrement et transmis aux autres structures et à certains PTFs
- Données sur la dette extérieure transmises à la BCRG pour prise en compte dans la Balance de Paiement et à certains PTFs
- Rapports trimestriels sur les performances de la Guinée sur les critères de convergence de la CEDEAO, élaborés et transmis à la Commission de la CEDEAO.

Dans le domaine de la prévision économique, le MEF a organisé une rencontre avec les représentants du secteur privé autour d'un outil de suivi conjoncturel des décisions d'investissement des opérateurs économiques par secteur d'activités. Cet outil a vocation à recueillir des informations qualitatives et à collecter des données pour le calcul d'un indice de confiance permettant d'orienter les politiques publiques.

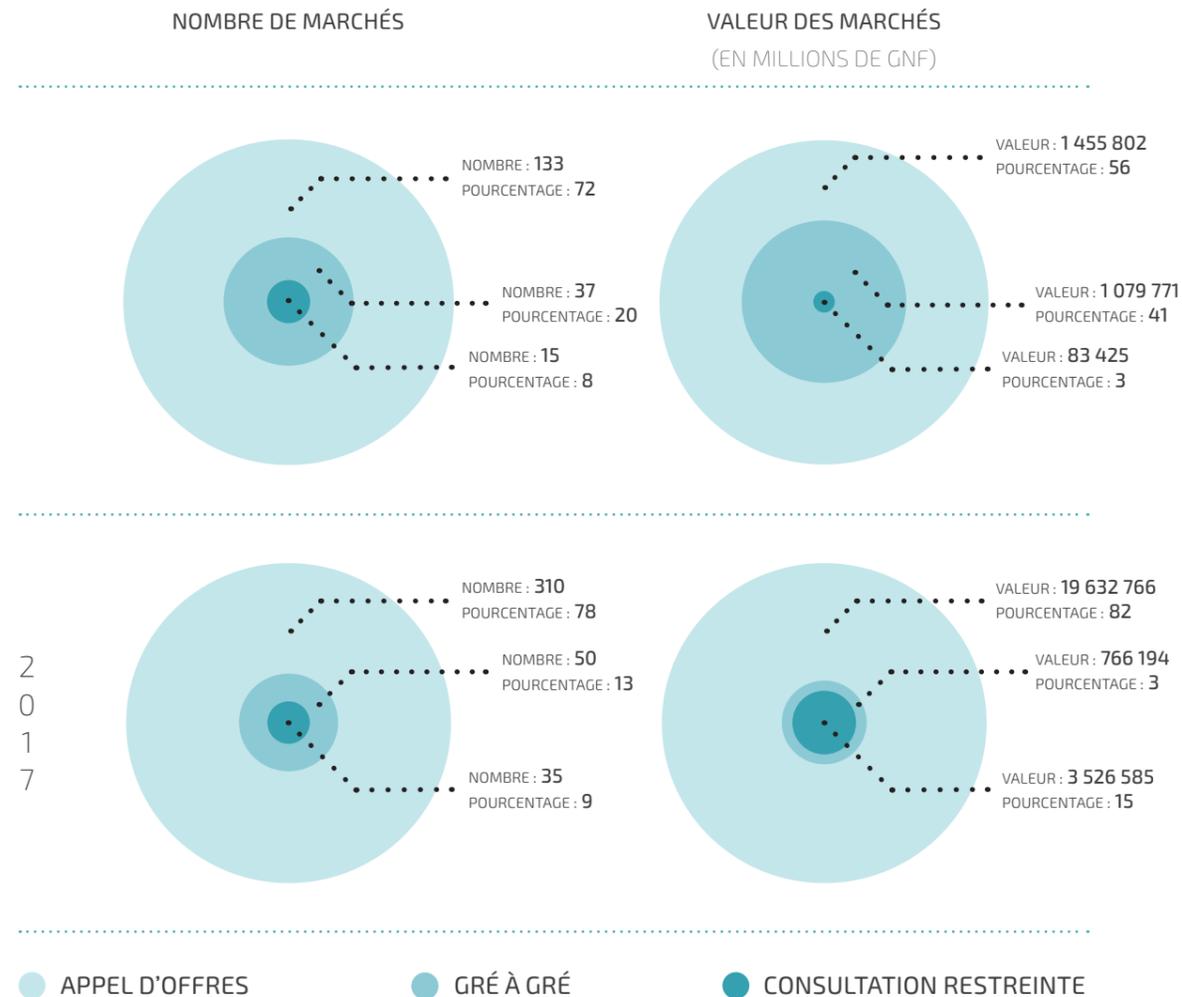
L'implantation d'un modèle de cadrage et de prévision macroéconomiques reste une priorité. Un projet relatif à cette activité est élaboré et la recherche de financement est en cours.

# 2-5

## GESTION DES MARCHÉS PUBLICS

Au cours de l'année 2017, 399 marchés pour une valeur de 33 051,180 milliards de francs, ont été approuvés et immatriculés, contre respectivement 186 marchés et 21 152,786 mds en 2016, soit un accroissement 144,5% du nombre et 56,2% de la valeur des marchés. La structure des modes de passation des marchés a été dominée par la procédure normale (appel d'offres), aussi bien en nombre qu'en valeur.

TABLEAU 1  
STRUCTURE SELON LE MODE DE PASSATION DES MARCHÉS



La situation générale est ainsi caractérisée en 2017 par un recours accru à la procédure compétitive (appel d'offres ouvert et restreint représentant 87% en nombre et 97% en valeur contre respectivement 80% et seulement 7% en 2016).

Le recours au gré à gré s'est fait dans des proportions variables (tableau 2).

TABLEAU 2  
RÉPARTITION SECTORIELLE DES MARCHÉS PASSÉS DE GRÉ À GRÉ

DÉPARTEMENTS	MARCHÉS DE GRÉ À GRÉ		MARCHÉS TOUTES PROCÉDURES		% gré à gré en valeur	% gré à gré en nombre
	valeur	nombre	valeur	nombre		
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE	54 418,32	5	57 613,47	9	94	56
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE L'HYDROLIQUE	60 171,15	5	2 817 806,46	36	13	14
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT PRÉ-UNIVERSITAIRE ET DE L'ALPHABÉTISATION	72 759,99	11	580 344,91	87	13	13
PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE	363,19	1	363,19	1	100	100
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS	127 835,36	2	11 282 154,22	65	1	3
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE	252 521,60	3	434 676,41	30	58	10
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE L'HYGIÈNE PUBLIQUE	2 160,00	1	400 242,07	30	1	3
MINISTÈRE DE LA CULTURE, DU SPORT ET DU PATRIMOINE HISTORIQUE	5 816,66	3	17 367,01	8	33	38
MINISTÈRE DE L'UNITÉ NATIONALE ET DE LA CITOYENNETÉ	29,05	1	29,05	1	100	100
PRIMATURE	7 889,75	3	23 530,86	10	34	30
COUR DES COMPTES	7 450,92	1	7 450,92	1	100	100
MINISTÈRE DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE	12 062,42	2	56 455,32	2	21	100
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA PROTECTION CIVILE	15 416,26	2	19 386,49	6	80	33
MINISTÈRE DU BUDGET	6 069,18	4	10 654,26	13	57	31
MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DÉCENTRALISATION	11 424,65	2	19 420,69	6	59	33
MINISTÈRE DE POSTES, TÉLÉCOMMUNICATION ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE	18 000,00	1	18 000,00	2	100	50
MINISTÈRE DES TRANSPORTS	110 998,37	1	2 568 725,69	3	4	33
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES	806,98	2	21 253,06	10	4	20
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>766 193,83</b>	<b>50</b>	<b>18 335 474,08</b>	<b>320</b>		

Au plan de la nature des marchés, il ressort une prédominance des travaux dont le nombre et la valeur des marchés passés ont fortement augmenté en 2017.

TABLEAU 3  
RÉPARTITION DES MARCHÉS SELON LA NATURE DES ACTIVITÉS

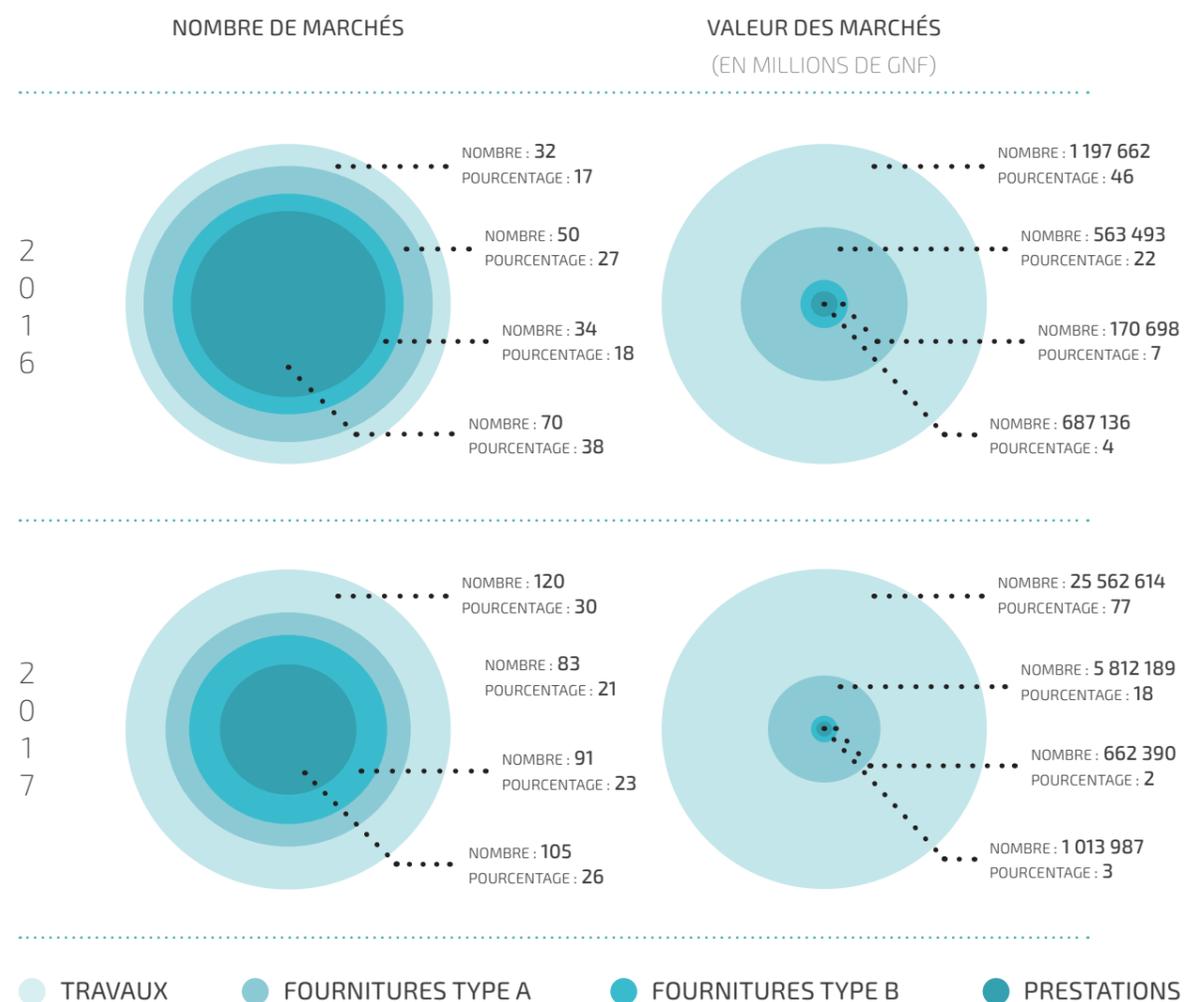
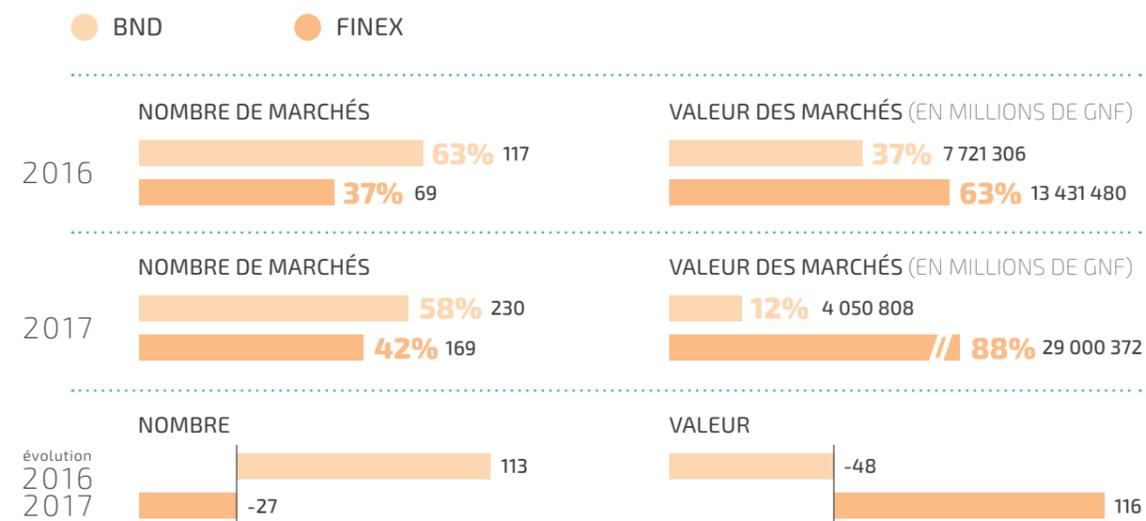


TABLEAU 4  
PASSATION DES MARCHÉS SELON LA SOURCE DE FINANCEMENT

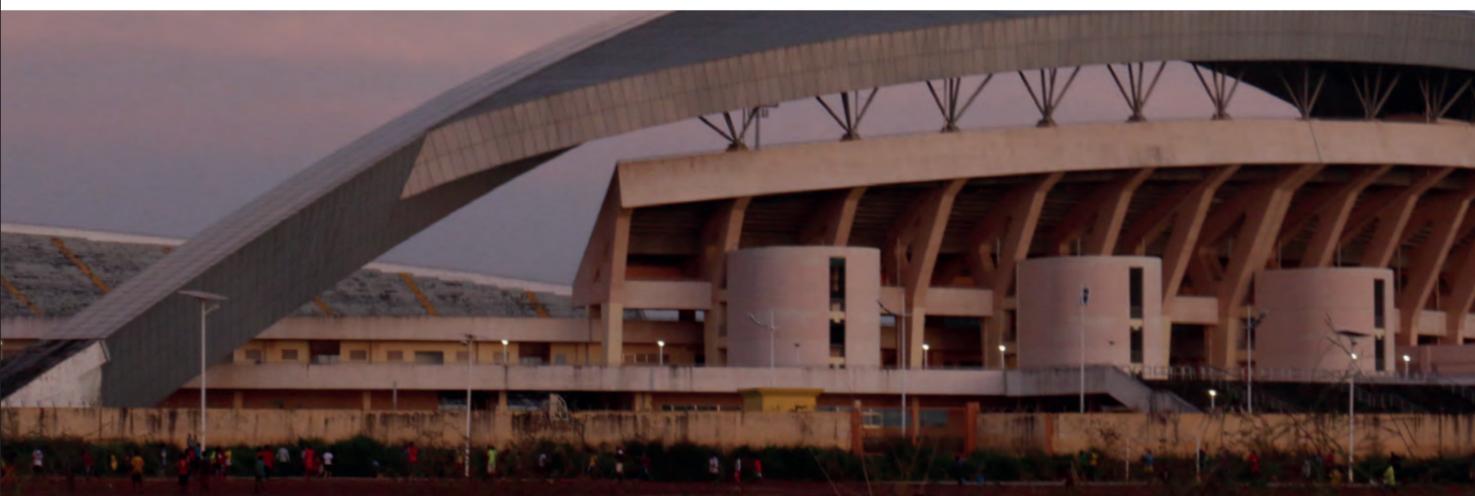


Au plan de la source de financement, les évolutions sont différentes entre le Budget National de Développement (BND) dont les parts relatives diminuent aussi bien en nombre qu'en valeur et le financement extérieur qui a supporté 88% du financement des contrats passés en 2017.

Les marchés les plus importants en valeur ont été passés par les départements suivants qui ont totalisé 99% des marchés (valeur), contre 65% en 2016.

TABLEAU 5  
RÉPARTITION SECTORIELLE DES MARCHÉS (10 PREMIERS DÉPARTEMENTS)

Départements	2016			2017		
	nombre de marchés	valeur	%	nombre de marchés	valeur	%
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE L'HYDROLOGIQUE	27	12 449 025	59	40	11 943 442	36
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS	3	125 286	0,5	65	11 282 154	34
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	4	1 231	0,01	5	4 249 976	12,8
MINISTÈRE DES TRANSPORTS	1	1 243	0,01	3	2 568 726	7,77
MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION	1	850	0	2	1 067 004	3,23
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT PRÉ-UNIVERSITAIRE ET DE L'ALPHABÉTISATION	34	111 089	0,53	105	609 382	1,84
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE	17	169 324	0,8	30	434 676	1,32
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE L'HYGIÈNE PUBLIQUE	15	127 507	0,6	30	400 242	1,21
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE	3	85 232	0,4	9	57 613	0,17
MINISTÈRE DE LA VILLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	5	759 076	3,59	5	49 629	0,15
TOTAL GÉNÉRAL	110	13 809 862	65,29	294	32 662 844	98,8



# 2-6

## GESTION DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT ET PROMOTION DES INVESTISSEMENTS PRIVÉS

Dans le cadre de la conception, l'élaboration et la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de gestion et de développement de son portefeuille financier, les activités réalisées au cours de l'année 2017 ont porté sur la gestion du portefeuille de l'État et la promotion des investissements privés.

### GESTION DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT

#### ► AMÉLIORATION DE LA GOUVERNANCE DES ENTREPRISES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DU PORTEFEUILLE

Les activités au cours de l'année ont porté principalement sur :

- l'établissement du premier rapport financier de l'Etat sur les entreprises publiques et mixtes
- la première rencontre initiée avec les entreprises publiques et mixtes
- la mise à jour des fiches des entreprises en portefeuille (table de contacts des personnes ressources, mise à jour des documents et liste des administrateurs...).
- la finalisation du recensement des organismes publics (Sociétés, EPIC et EPA) en relation avec le ministère du Budget
- la Collecte des informations financières, juridiques, comptables et sociales des entreprises à participation publique.

#### ► ACTIVITÉS DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT

La gestion du portefeuille a porté essentiellement sur les activités ci-après :

- Examen et mise en conformité des statuts de 14 organismes publics, contre seulement 4 en 2016. Ce sont :
  - Agence de rénovation urbaine (ARU), Fonds de Garantie Hypothécaire (FGH) et Fonds de Sécurisation Foncière (FSF) au Ministère de la ville et de l'Aménagement du Territoire
  - Office des Postes de Guinée (OPG) au Ministère des Postes et Télécommunications
  - Office Guinéen des chargeurs (OGC) au Ministère des Transports
  - Fonds d'aide au développement du Sport (FADES) et Fonds des arts et de la Culture (FODAC), au Ministère des Sports, de la Culture et du Patrimoine historique
  - Société des eaux de Guinée (SEG), Fonds de l'hydraulique (FH), Agence de Gestion et d'électrification Rurale (AGER), au Ministère de l'Energie et l'Hydraulique
  - Fonds d'entretien routier (FER), Agences des routes (AGEROUTE SA), Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics (LBTP SA), Centre d'appui et de Suivi des Entreprises Routières (CASER SA) au Ministère des Travaux publics
- Participation aux travaux portant sur le recrutement d'un cabinet chargé de l'évaluation des actions de la Société Guinéenne de l'Hôtellerie et de l'Investissements (SGHI) ;
- Conduite des négociations réussies avec les actionnaires privés de la SGHI (près de 4 millions d'euros d'économies réalisées sur le prix initial demandé par l'un des actionnaires privés).

#### ► MOBILISATION DES RECETTES NON-FISCALES

Dans le cadre de la réalisation des objectifs de recettes administratives, il a été assigné au MEF le recouvrement des redevances domaniales (baux et concessions) et des recettes locatives.

La Prévision annuelle pour ces deux lignes budgétaires est de 11, 057 mds de francs. Il a été réalisé au 31 décembre 2017 la somme de 11, 638 mds (soit un taux de réalisation de 105,25%), répartie comme suit :

- Redevances domaniales : sur une prévision annuelle de 10 mds de francs, il a été recouvré 11, 400 mds, contre 6,551 mds en 2016, soit une augmentation de 41% et un taux de réalisation de 114 % ;
- Droits topographiques : sur une prévision annuelle de 1, 057 mds de francs, il a été réalisé 0,237 md de francs, contre 0,520 md en 2016, soit une baisse de 60,7% et un taux de réalisation de seulement 22,5%. Ce faible niveau de recouvrement s'explique principalement par la mise en œuvre des recommandations du doing business.

La redynamisation du recouvrement des redevances domaniales et des droits topographiques s'est poursuivie. La commission interministérielle de révision a conclu ses travaux et l'arrêté conjoint n° 1839/MVAT/MEF/CAB a été signé.

En 2017, les dividendes perçus par l'Etat ont atteint 96 milliards GNF, contre 15 milliards GNF en 2016.

### PROMOTION DES INVESTISSEMENTS PRIVÉS ET DÉSENGAGEMENT DE L'ÉTAT

#### ► PROMOTION DES PARTENARIATS PUBLIC- PRIVÉ

Les actions ont porté sur l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de développement des partenariats public-privé afin de soutenir le plan national de développement. Les activités suivantes ont été menées :

- Mise en place du cadre juridique et institutionnel des partenariats public-privé, adoption de la loi PPP ;
- Création d'une Unité PPP : les outils ont été élaborés et le budget de l'Unité a été préparé et soumis à l'appréciation du MEF ;
- Elaboration du portefeuille des projets susceptibles d'être financés par le mécanisme PPP et mise en harmonie avec les projets du PNDES.

#### ► DÉSENGAGEMENT DE L'ÉTAT

La stratégie de privatisation des entreprises ramenées dans le portefeuille de l'Etat, préparée avec le ministère de l'Industrie, des PME et la Promotion du Secteur Privé, a été revue et soumise à l'appréciation des autorités. En outre, l'état des lieux de certaines unités industrielles ramenées dans le portefeuille de l'Etat en vue

de leur privatisation a été réalisé. Sur dix unités industrielles, huit ont été inventoriées dans les régions de la Basse Guinée, la Moyenne Guinée et la région spéciale de Conakry. Ce sont : SIAG et Huilerie de Kassa, ENTA branches allumettes et ENTA branche tabac, Conserverie et USOA de Mamou, SOGUIREP et SOPROCHIME.

## GESTION DE LA DETTE ET DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Les principales activités menées en 2017 ont porté sur la négociation réussie de plusieurs prêts, dont l'enveloppe de prêts liés aux projets financés par l'accord stratégique avec la Chine et l'enveloppe de prêts non-concessionnels obtenue dans le cadre du nouveau programme avec le FMI. Ces deux éléments sont liés puisque l'obtention de conditions avantageuses sur le prêt avec les institutions chinoises a permis de créer de l'espace permettant une évaluation positive du niveau d'endettement de notre pays.

Par ailleurs le niveau moyen de concessionnalité obtenu sur les prêts en 2017 s'est établi à 34% par rapport 39% en 2016.

Les autres activités ont porté sur la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la politique d'endettement du pays. Dans ce cadre :

- les statistiques de la dette ont été tenues
- le paiement régulier du service de la dette extérieure a été assuré,
- la stratégie de gestion de la dette intérieure a été affinée et l'apurement a commencé
- de nouvelles négociations pour la mobilisation du financement extérieur à des conditions d'emprunt assurant la viabilité de la dette publique ont été conduites.

### GESTION DE LA DETTE EXTÉRIEURE

L'encours de la dette extérieure a atteint 1,976 md de dollars en 2017, contre 1,822 mds en 2016, soit une hausse de 8,45%. En 2017, la structure de la dette s'est sensiblement modifiée au profit des créanciers bilatéraux dont la part est boostée par les financements chinois.

TABLEAU 6  
ÉVOLUTION DE L'ENCOURS DE LA DETTE EXTÉRIEURE (MDS \$)

	2016		2017		% variation 2017/2016
	Mds \$	Mds GNF	Mds \$	Mds GNF	
TOTAL	1,822	16 540	1,976	17 939	8
DONT : BILATÉRAUX	0,98	8 937	1,09	9 870	10
CLUB DE PARIS	0,03	253	0,03	283	12
FONDS ARABES	0,15	1 338	0,17	1 525	14
BILATÉRAUX HORS CLUB DE PARIS	0,81	7 347	0,89	8 063	10
MULTILATÉRAUX	0,78	7 068	0,83	7 509	6
FOURNISSEURS	0,06	535	0,06	559	6
TAUX D'ENDETTEMENT	21,32		21		- 1,53

Source : MEF/DND-APD

Les prévisions révisées du service de la dette extérieure en 2017 se chiffrent à 787,582 milliards de francs, soit 84,166 millions USD dont 20,769 millions USD de C2D.

Au cours de l'année 2017, les engagements se sont chiffrés à fin décembre 2017 à 61,793 millions USD (572,886 milliards de francs), totalement honorés à la date du 31 décembre 2017.

TABLEAU 7  
EXÉCUTION DU SERVICE DE LA DETTE EXTÉRIEURE (MILLIONS DE DOLLARS)

	2016			2017			variation 2017/2016
	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	
PRÉVISIONS	51,68	34,28	85,96	46,31	37,86	84,17	-2
ENGAGEMENTS	50,25	26,10	76,35	42,27	19,53	61,79	-19
TAUX DE RÉALISATION (%)	97,24	76,10	88,82	91,27	51,58	73,42	

### GESTION DE LA BASE DE DONNÉES SUR LA DETTE EXTÉRIEURE

Au niveau de la production et du traitement des statistiques de la dette extérieure, Les chiffres des tirages et des paiements effectués au cours des trois premiers trimestres de 2017 ont été transmis à la BCRG pour prise en compte dans la balance des paiements. Ceux du 4ème trimestre seront transmis courant janvier 2018. Le taux de mise à jour de la

base de données à fin décembre 2017 dépasse 93%. Cette opération permet au MEF d'être au même niveau d'information que les créanciers, de payer le montant exact du service dû et de faire des analyses du portefeuille de la dette en termes de devise, de taux d'intérêts et du poids de la dette par catégorie de créanciers.

### SIGNATURE DES ACCORDS BILATÉRAUX ET MULTILATÉRAUX DE PRÊTS

De janvier à décembre 2017, 6 accords bilatéraux et multilatéraux de financement ont été signés, pour un montant total d'environ 314 716 000 \$, contre 8 accords totalisant 163 065 400\$ (soit un accroissement de 93%) en 2016, dont 88,3% sont affectés à des projets d'infrastructures routières (en 2016, le secteur prédominant était la santé avec environ 54% des financements extérieurs obtenus).

TABLEAU 8  
ACCORDS DE PRÊTS SIGNÉS EN 2016 ET 2017

Bailleur	Montant	Années de grâce (nombre)	2017		
			Projet	Bénéficiaire	Élément don
BID	214 596 000	20	Route de Kissidougou-Condebadou cofinancement	MTP	31%
FKD	25 300 000	25	Route de Kissidougou-Condebadou cofinancement	MTP	35%
BADEA	16 800 000	20	Route de Kissidougou-Condebadou cofinancement	MTP	50%
OFID	20 000 000		Projet de développement rural dans certaines régions	MA	20%
IDA	16 800 000	31	Projet financement additionnel pour le Programme de Productivité Agricole de l'Afrique de l'Ouest	MA	50%
FAD	21 220 000	31	Projet de reconstruction de la route Coyah-Famoriah Frontière de Sierra Leone	MTP	50%
TOTAL	314 716 000				34%

2016					
Bailleur	Montant	Années de grâce (nombre)	Projet	Bénéficiaire	Élément don
AFD	32 400 000	20	Réhabilitation et extension du réseau électrique de Conakry	MEH	35%
BADEA	20 000 000	30	Financement du projet de développement intégré agricole	MA	50%
BID	9 676 800	30	Financement du projet d'appui à la santé post-Ebola	M santé	36%
BID	14 515 200	25	Financement du projet d'appui à la santé post-Ebola	M santé	36%
IDA	16 000 000	32	Filets sociaux	MATD	50%
BID	9 363 600	16	Financement du projet d'appui à la santé post-Ebola	M santé	36%
IDA	39 337 000		Appui budgétaire	MEF	36%
BID	21 772 800	15	Financement du projet d'appui à la santé post-Ebola	M santé	36%
<b>TOTAL</b>	<b>163 065 400</b>				<b>39%</b>

## GESTION DES 10ÈME ET 11ÈME FED ET AUTRES SOURCES DE FINANCEMENT

Le Programme Indicatif National (PIN) 10ème FED a été signé le 23 décembre 2012 à Bruxelles pour 174,3 millions d'euros. Ce montant est complété par 61,3 millions d'euros d'aide d'urgence. Les secteurs de concentration sont :

- Gouvernance,
- Services sociaux de base,
- Transports.

Les résultats globaux de la gestion du programme se résument ainsi :

- Taux d'engagement : 99%,
- Taux de décaissement : 70%, contre 50% en 2016, soit un accroissement de 40%. Ce résultat positif a été sanctionné par une revue à mi-parcours positive en 2017 qui a permis un accroissement de 30 millions d'euros de l'enveloppe du 10ème FED.

Les performances d'absorption ont donc été remarquables en 2017. Cependant, comme le montre le tableau 9, les résultats ont été disparates sur les 15 projets/programmes couverts par le PIN.

TABLEAU 9  
SITUATION DE L'EXÉCUTION DU PIN 10ÈME FED (MILLIONS D'EUROS)

SECTEUR	2016			2017	
	Enveloppe	Décaissement	Taux de décaissement	Décaissement	Taux de décaissement
PROGRAMME D'APPUI COMPLÉMENTAIRE AUX ÉLECTIONS (PACE) (FED10)	12,45	11,003	88%	11,038	89%
AMÉLIORATION DE LA SÉCURITÉ NUTRITIONNELLE URBAINE (ASANU) (FED 10)	5,053	5,053	100%	5,053	100%
PROJET URBAIN HIMO POUR SOUTENIR LA CONSOLIDATION DU PROCESSUS DE SORTIE DE CRISE	8	7,359	92%	7,484	94%
PROGRAMME D'APPUI DE L'ORDONNATEUR NATIONAL ET FAC COOP TECHNIQUE 1 (PAON - FED 10)	7,2	6,329	88%	6,358	88%
PROJET D'APPUI AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS STATISTIQUES (PARCS)	5	4,562	91%	4,785	96%
PROJET D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS	83	42,633	51%	72,147	87%
FACILITÉ DE COOPÉRATION TECHNIQUE 2	7,25	6,542	90%	6,854	95%
APPUI AU SERVICE PUBLIC DE L'EAU INITIATIVE OMD	8,4	2,807	33%	4,236	50%
PROJET D'APPUI À LA SANTÉ EN GUINÉE (PASA)	29,55	5,964	20%	8,385	28%
PROGRAMME D'APPUI À LA SOCIÉTÉ CIVILE (PASOC) EN RÉPUBLIQUE DE GUINÉE	6	3,968	66%	4,246	71%
PROGRAMME D'APPUI SECTORIEL À LA DÉCENTRALISATION ET À LA DÉCONCENTRATION	10	3,844	38%	5,909	59%
PROGRAMME D'APPUI À LA RÉFORME DU SECTEUR DE SÉCURITÉ VOLET 1 (PARSS-1)	5,24	4,432	85%	4,547	87%
PROGRAMME D'APPUI À LA RÉFORME DU SECTEUR DE SÉCURITÉ VOLET 2 (PARSS-2)	15	5,537	37%	9,706	65%
PROGRAMME D'APPUI À LA RÉFORME DES FINANCES PUBLIQUES	11,9	4,038	34%	6,472	54%
PROGRAMME D'APPUI À LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA JUSTICE EN RÉPUBLIQUE DE GUINÉE (PARJU)	20	3,61	18%	6,964	35%
<b>TOTAL</b>	<b>234,043</b>	<b>117,682</b>	<b>50%</b>	<b>164,185</b>	<b>70%</b>

Le Programme Indicatif National (PIN) 11ème FED a été signé le 06 décembre 2014 à Conakry pour la période de 2014-2020 et une enveloppe globale de 244 millions d'euros répartis sur 3 conventions de financement et 7 projets/programmes en cours de formulation. Les secteurs de concentration sont :

- Consolidation de l'Etat de droit
- Assainissement urbain
- Santé
- Mesures d'appui.

En 2017, la situation de l'exécution du programme se présente ainsi :

- Taux d'engagement global : 32%
- Taux de décaissement : 21%, contre 15% en 2016, soit une augmentation de 43,7%.

TABLEAU 10  
SITUATION DE L'EXÉCUTION DU PIN 11<sup>ÈME</sup> FED (MILLIONS D'EUROS)

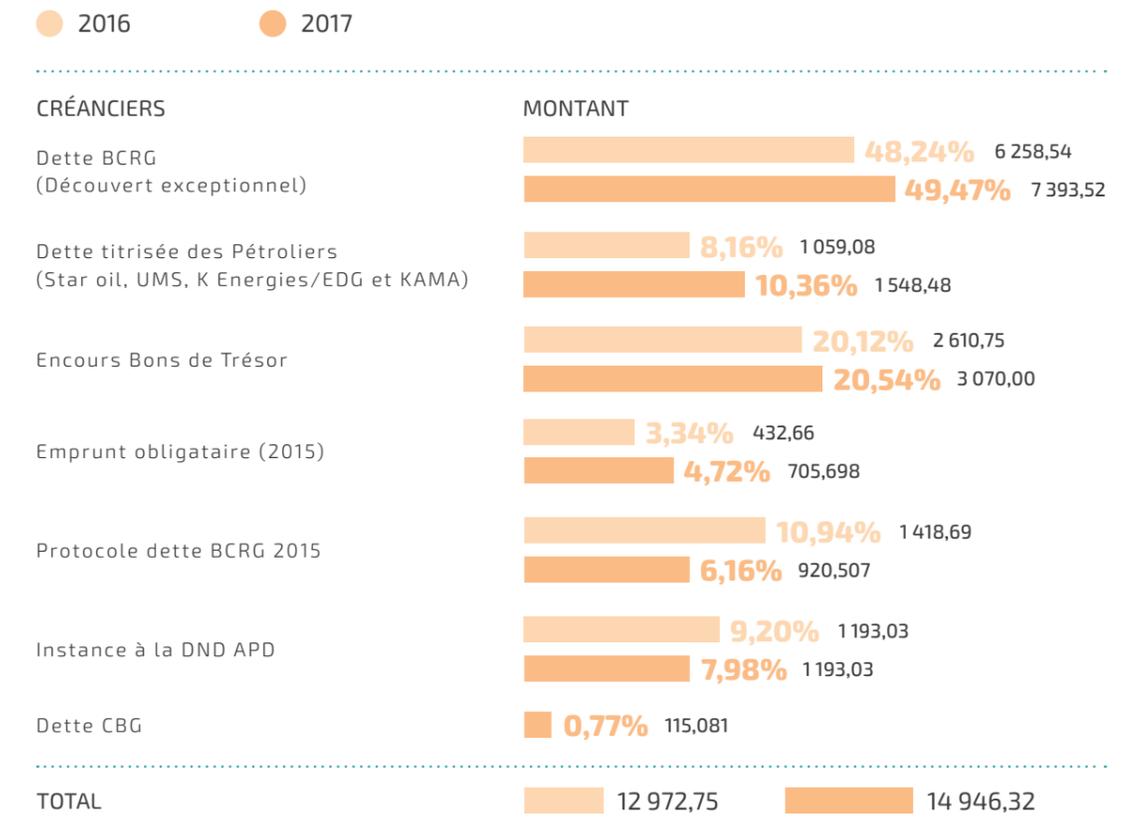
SECTEUR	2016			2017	
	Enveloppe	Décaissement	Taux	Décaissement cumulé	Taux
PROGRAMME D'APPUI À LA MISE EN ŒUVRE DE LA COOPÉRATION (PAMOC)	8	3,282	41%	4,71	59%
PROGRAMME D'APPUI À LA CONSOLIDATION DE L'ÉTAT (SBC 1 / APPUI BUDGÉTAIRE)	30	24,28	81%	25,877	86%
PROGRAMME D'APPUI AUX ÉLECTIONS ET AUX INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES (PIED)	14	12,096	86%	12,096	86%
PROGRAMME D'APPUI À LA CONSOLIDATION DE L'ÉTAT (SBC 2 / APPUI BUDGÉTAIRE)	60	0	0%	14,305	24%
PROGRAMME D'APPUI À LA RÉSILIENCE ET À LA RÉFORME DU SECTEUR DE SÉCURITÉ (PARSS 3)	17	0	0%	0	-
(*) PROGRAMME D'APPUI À LA CRÉATION D'UN REGISTRE D'ÉTAT CIVIL	10	0	0%	0	-
(*) PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT URBAIN ET ASSAINISSEMENT (DÉCHETS SOLIDES)	65	0	0%	0	-
(*) PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT URBAIN ET ASSAINISSEMENT (DÉCHETS LIQUIDES)	34	0	0%	0	-
(*) TRANSIT	10	0	0%	0	-
(*) PROJET D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ (PASA 2)	23	0	0%	0	-
<b>TOTAL</b>	<b>271</b>	<b>39,66</b>	<b>50%</b>	<b>56,989</b>	<b>-</b>

En 2017, les activités de mobilisation de ressources financières extérieures pour le développement conduites par le MEF ont porté également sur l'examen, en collaboration avec les autres départements, des possibilités offertes par d'autres sources de financement multilatérales telles que :

- Appui à la gouvernance dans le secteur des transports en Afrique de l'Ouest (2,4 mlns d'euros financés sur les ressources de 38 mlns d'euros du Programme Indicatif Régional (PIR) 11<sup>ème</sup> FED,
- Programme de renforcement des capacités commerciales des ACP ou « Programme Tradecom II » financé sur les Fonds Intra-ACP,
- Fonds fiduciaire Migration et stabilité régionale « Programme Integra ».

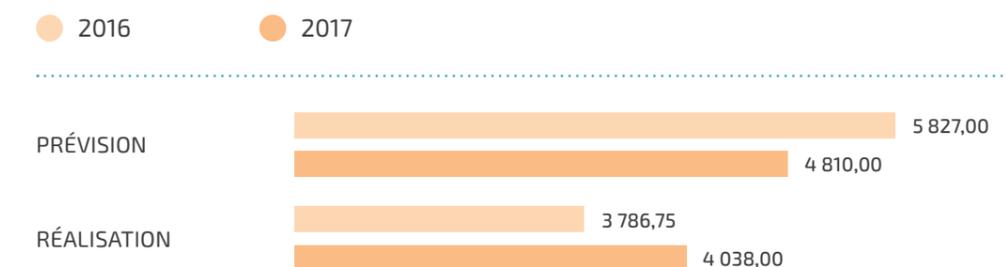
## SIGNATURE DES ACCORDS BILATÉRAUX ET MULTILATÉRAUX DE PRÊTS

TABLEAU 11  
STOCK DE LA DETTE INTÉRIEUR (MILLIARDS DE FRANCS)



En 2017, le stock de la dette intérieure, hors arriérés intérieurs dus aux fournisseurs locaux (en voie d'apurement), se chiffre à 14 942,32 mds de francs, contre 12 972,75 mds en 2016, soit une augmentation de 15,2% sur la période. Cette évolution, imputable à tous les postes d'endettement, a été boostée par la nouvelle émission d'emprunt obligataire d'environ 500 mds de francs et l'accumulation d'arriérés sur la dette titrisée des pétroliers qui augmente de 46%.

TABLEAU 12  
MOBILISATION DES BONS DU TRÉSOR (MILLIARDS DE FRANCS)



Les prévisions totales de mobilisations de ressources BDT n'ont pas été atteintes. Les réalisations ont augmenté de 6,6% et ont représenté 84% des prévisions, contre 65% en 2016.

Le service prévisionnel de la dette intérieure au titre de l'exercice 2017, estimé à 1 902,798 mds de francs, se décompose comme suit :

- Intérêts sur découvert exceptionnel (BCRG) : 349,920 (18,4%) ;
- Remboursements arriérés titrisés : 283,745 (14,9%) ;
- Crédits fournisseurs : 754,354 (39,6%) ;
- Titres vifs : 399,779 (21%) ;
- Emprunt obligataires émis : 115 (6%).

L'exécution de ce service au cours de l'année 2017 est résumée dans le tableau 13.

TABLEAU 13  
ÉXÉCUTION DU SERVICE DE LA DETTE INTÉRIEURE (MDS DE FRANCS)

CATÉGORIE DE DETTE	Principal	Intérêts	Total	% du service total
DETTE BCRG (DÉCOUVERT EXCEPTIONNEL)		196,116	196,116	15
		98,058	98,058	12
ARRIÉRÉS DUS AUX FOURNISSEURS LOCAUX	102,39		102,39	13
DETTE TITRISÉE DES PÉTROLIERS (STAR OIL, UMS, K ENERGIES/EDG, KAMA)		89,010	89,010	7
ENCOURS BONS DE TRÉSOR		258,785	258,785	20
EMPRUNT OBLIGATAIRE	183,330	66,000	249,330	19
	183,333	44,000	227,333	29
PROTOCOLE DETTE BCRG 2015	283,744	218,876	502,620	39
	212,809	144,724	357,533	46
NOUVELLE DETTE				
TOTAL	467,074	828,787	1 295,861	100
	498,541	286,762	785,323	100

Le taux d'exécution du service de la dette intérieure atteint 41,3% en 2017 et le montant payé s'est situé en baisse de 39,39% par rapport à 2016.

Au titre de la gestion de la dette intérieure, la mission de recensement, d'évaluation et de validation des créances a terminé ses travaux et le rapport d'audit a été validé par le Gouvernement. Les noms (raisons sociales) de 352 créanciers ont été publiés dans les journaux locaux. Les dossiers de 65 créanciers validés ont été déposés pour

règlement. 81 créanciers dont les créances ont été invalidées ont déposé leurs dossiers. A ce jour, le stock d'arriérés intérieurs n'est pas totalement connu.

Au plan de l'apurement, 43 mds de francs ont été engagés et payés. Des engagements consolidés de 58 mds de francs sont dans le circuit de la dépense et leur paiement permettra d'atteindre l'objectif fixé par le Gouvernement dans le cadre du règlement des créances auditées et validées.

# 2-8

## GESTION FINANCIÈRE ET COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Les activités ont porté principalement sur :

- la gestion financière et comptable des budgets de l'Etat, des collectivités et des établissements publics à caractère administratif ainsi que les opérations des budgets d'affectation spéciale formant le réseau des postes comptables directs du Trésor
- la poursuite et l'accélération du processus de mise en place du compte unique du trésor (CUT)
- la mobilisation et la sécurisation des recettes non-fiscales (dont valeurs et titres),
- la mise à jour de la réglementation applicable en matière de comptabilité et de gestion de la trésorerie
- la connexion du Trésor à la plateforme électronique d'adjudication des BdT.

### MOBILISATION DES RESSOURCES DE TRÉSORERIE

En collaboration avec la BCRG, des séances d'adjudication des bons du trésor pour la mobilisation des ressources de trésorerie ont été organisées. De même, des échéances mensuelles ont été remboursées. Les souscriptions ont été faites avec un taux d'intérêt maximum de 16% et un taux minimum de 7%. L'amélioration de la liquidité dans le système bancaire est à l'origine de cette baisse de taux. En 2017, l'ensemble de ces activités a évolué favorablement : les souscriptions et les remboursements ont augmenté, tandis que le stock de bons du Trésor a baissé.

TABLEAU 14  
SITUATION DES BONS DU TRÉSOR (MILLIARDS DE FRANCS)

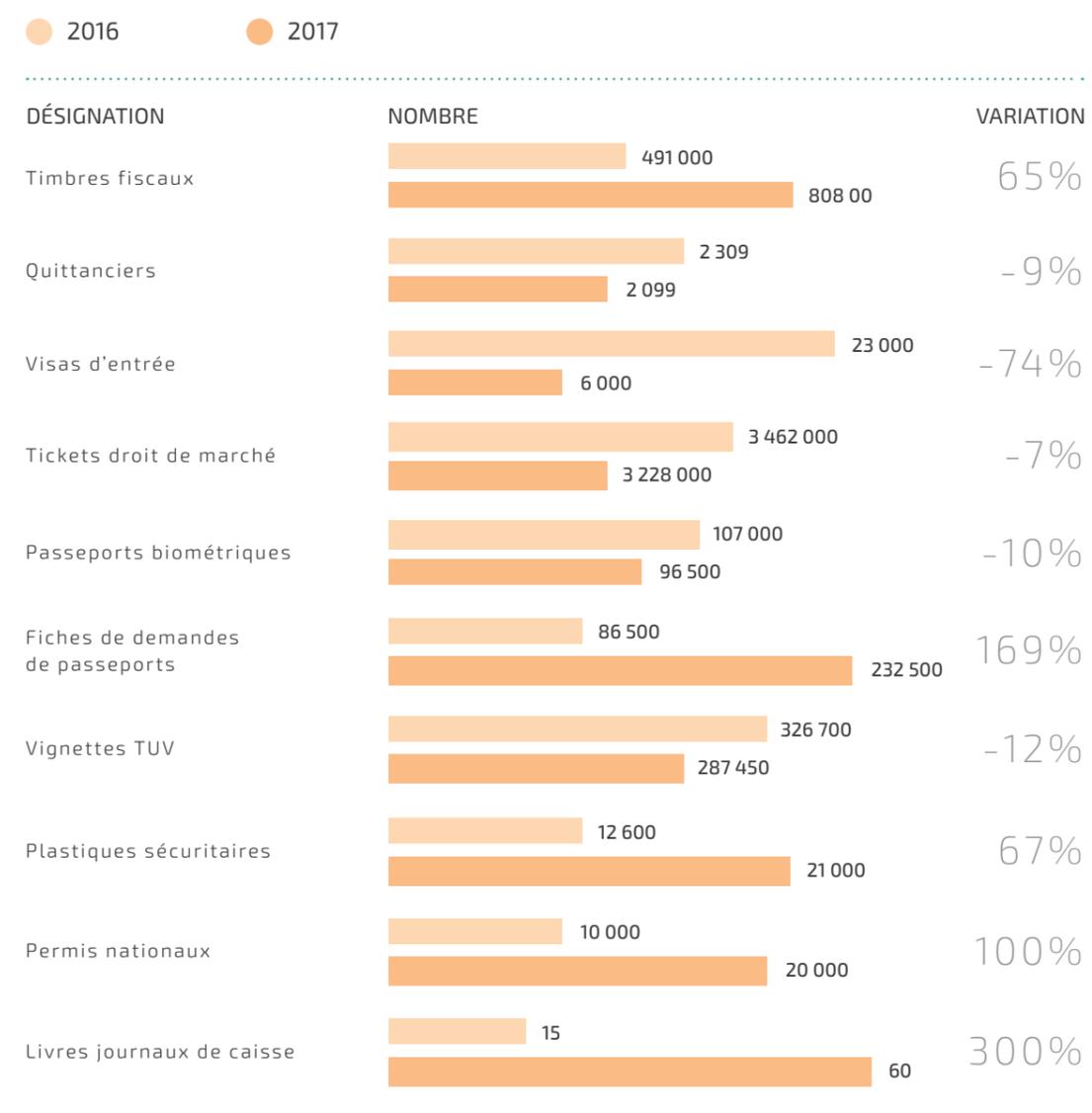
BONS DU TRÉSOR	2016			2017			% variation 2017/2016
	Principal	Intérêts	Total	Principal	Intérêts	Total	
SOUSCRIPTIONS	3 201	306	3 507	3 387,614	286,91	3 674,524	5
REMBOURSEMENT	3 228	206	3 434	3 227,177	305,783	3 532,960	3
DEMANDE DE TRÉSOR				4 125		4 125	
STOCK	2 140	245	2 385	2 106,296	238,704	2 345	-2

## GESTION DE LA TRÉSORERIE ET LE SUIVI DE L'EXÉCUTION DU PLAN DE TRÉSORERIE

Les plans de trésorerie annuel, trimestriels et ceux mensuels en prévision et en exécution en lien avec le plan d'engagement du trimestre fourni par la Direction Nationale du Budget ont été préparés et exécutés.

Des valeurs et titres ont été mis à la disposition des services utilisateurs.

TABLEAU 15  
VALEURS ET TITRES ÉMIS



Les données du tableau 15 indiquent des performances assez disparates dans cette activité. Une analyse plus fine de ces résultats est en cours pour l'élaboration d'une stratégie efficace de mobilisation des ressources concernées. C'est notamment le cas pour les visas de séjour dont la livraison sous forme électronique et l'extension de la tarification à toutes les formes de visas est envisagée en 2018.

## GESTION DES RÉGIES D'AVANCES

Du 1er Janvier au 24 Novembre de l'année 2017, 107 demandes de régies d'avances, pour un montant de 62, 529 mds de francs ont été reçues. 105 projets d'arrêtés de création de régies d'avances correspondant à 61, 279 mds de francs.

### LA MISE EN ÉTAT D'EXAMEN DES COMPTES DE GESTION : LES COMTES 2016 DÉPOSÉS DANS LES DÉLAIS PRESCRITS PAR LA LOI

Au cours de l'année 2017, la Division a reçu, les comptes de gestion des exercices 2014, 2015 et 2016 sur chiffres de l'exercice 2015 et 13 comptes de gestion sur chiffres de l'exercice 2016 ont été mis en état d'examen et transférés à la Cour des Comptes.

Les pièces justificatives de certains comptes de gestion de 2016 ont été reçues en novembre 2017 et seront également transférées.

### CONTRÔLE COMPTABLE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Les travaux effectués ont porté sur l'apurement des comptabilités et des comptes de gestions des Budgets préfectoraux, communaux et des communes rurales issues des huit Régions

administratives. Ce travail a porté sur les postes comptables ci de 19 Trésoreries Préfectorales, 17 Communes Urbaines et 36 Communes Rurales.

### LES OPÉRATIONS D'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE ET DE TRÉSORERIE

Les opérations budgétaires et de Trésorerie se réalisent en recettes aux niveaux :

- des régies de recettes (RSI, RSD), l'ACCT, la RCT et les Trésoreries Régionales et préfectorales
- de la Paierie Générale du Trésor, des Trésoreries Régionales, préfectorales et de l'Agence Comptable Centrale du Trésor (ACCT).

## LES OPÉRATIONS DE RECETTES

### ▶ À LA RECETTE CENTRALE DU TRÉSOR

Pour améliorer le niveau de recouvrement des recettes non fiscales, les dispositions ci-après ont été mises en place :

- préparation des tableaux des projections mensuelles des recettes inscrites en Loi de Finances 2 017
- mise à disposition de tous les services générateurs de recettes des tableaux de projections mensuelles et cela, depuis la première quinzaine du mois de Janvier 2017
- tenue de réunions périodiques avec les régisseurs pour faire l'état d'avancement des recouvrements.

Les encaissements cumulés des recettes non fiscales, du 1er Janvier au 24 Novembre 2017, se chiffrent à 560,625 mds de francs, contre 400,232 mds en 2016, soit un accroissement de 40% ; les recettes de 61,5% des postes actifs ayant évolué en hausse.

TABLEAU 16  
ENCAISSEMENTS AU TITRE DES RECETTES NON FISCALES (MILLIONS DE DOLLARS)

LIBELLÉS	2016	2017	variation 2016/2017
	Encaissements	Encaissements	
REDEVANCES DES SOCIÉTÉS DE PÊCHE	28 883	66 084	129
REDEVANCES COLLECTEURS DIAMANTS	9 210	7 769	-16
REDEVANCES D'EXPLOITATION MINÈRE	53 091	61 801	16
RECETTES DOMANIALES	11 151	11 421	2
REDEVANCES RADIO ÉLECTRICITÉ ARPT	80 000	107 000	34
REDEVANCES FÔRETS ET CHASSES	619	591	-5
REDEVANCES LOCATIVES	14	14	0
FRAIS JUDICIAIRES	500	513	3
RECETTES DE L'IMMIGRATION	40 066	41 375	3
PERMIS DE CONDUIRE	315	301	-4
DROITS TOPOGRAPHIQUES	205	0	
RECETTES AUTOMOBILE (CADAC)	5 634	6 677	19
AMENDE POLICE AUTOROUTIÈRE	51	183	258
AMENDE DE PÊCHE	7 636	4 939	-35
GARAGE GOUVERNEMENT	8	86	988
DIVIDENDES	14 987	95 898	540
RECETTES CONULAIRES	426	5 624	1 220
INFONET SABARI	100	0	-100
VENTE DE DOC ADMINISTRATIFS	35 301	47 354	34
AUTRES DROITS FRAIS AD	64 899	30	-100
RECETTES DES JEUX (WINNYA)	33 073	31 199	-6
DROITS D'AUTEURS	25	50	100
RECETTES EN ATT DÉPENSES	7 944	20 040	152
CESSION D'ACTION	4 174	48 735	1 068
PRÊTS RÉTROCEDÉS (SOGEAC)	0	273	
PRÊTS RÉTROCEDÉS (PAC)	664	655	-1
CONSIGNATIONS	550	1 364	148
LIAISON PGT/RCT LOYERS	708	649	-8
<b>TOTAL</b>	<b>400 232</b>	<b>560 625</b>	<b>40</b>

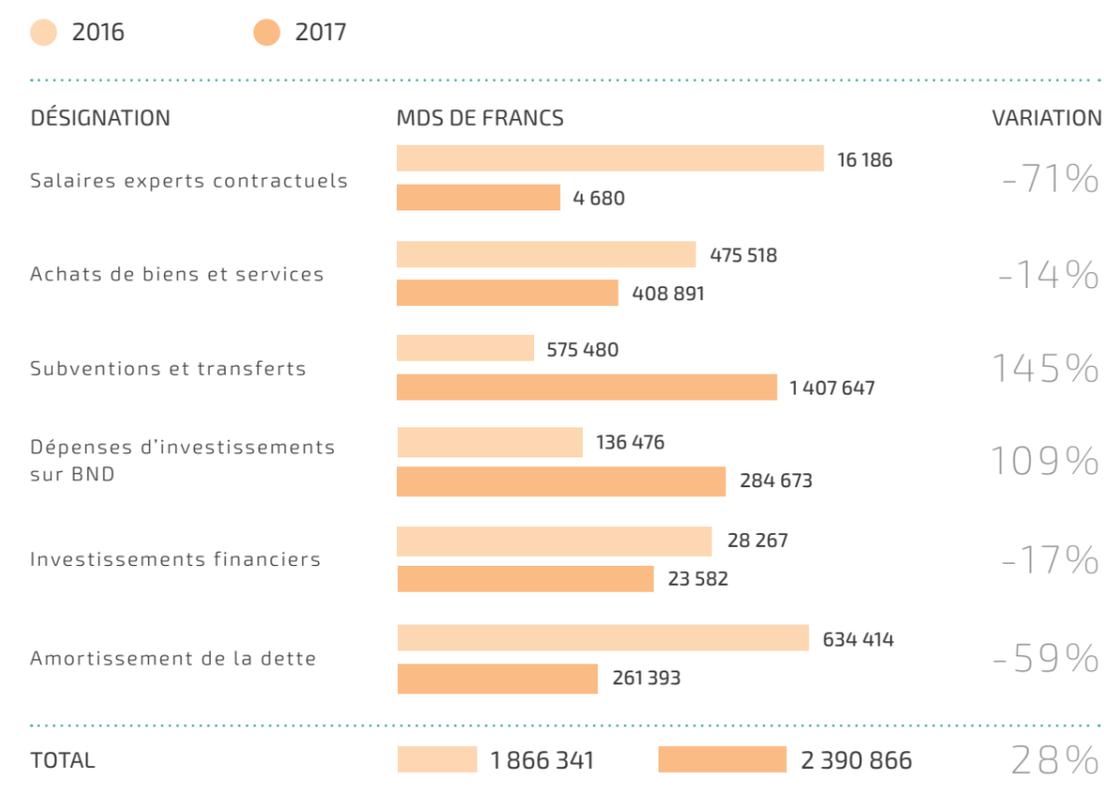
## ▶ À L'AGENCE COMPTABLE CENTRALE DU TRÉSOR

Les encaissements effectifs sur le CCT à la BCRG, durant la période, se sont chiffrés à 2 038, 837 mds de francs, répartis entre les recettes budgétaires et celles de trésorerie à raison respectivement de 576, 799 mds et 1 462, 039 mds.

## LES OPÉRATIONS DE DÉPENSES

Les décaissements, sur le compte courant ont se sont chiffrés à 2 390,866 mds de francs, contre 1 866,341 mds en 2016, soit une hausse de 28% imputable aux dépenses de subventions et transferts et d'investissements sur BND qui ont augmenté de 145% et 109% respectivement.

TABLEAU 17  
DÉCAISSEMENTS SUR LE COMPTE COURANT DU TRÉSOR



## DE L'ÉLABORATION ET DE LA TRANSMISSION PÉRIODIQUE DES ÉTATS FINANCIERS

Les états de synthèses mensuels ont été produits et transmis. Il est à noter que les comptes administratifs volet recettes et les comptes généraux de l'Etat pour les exercices 2014, 2015 et 2016 sont en cours d'achèvement.

# 2-9

## ACTIVITÉS DE CONTRÔLE FINANCIER

### CONTRÔLE FINANCIER A PRIORI DES DÉPENSES PUBLIQUES

Au cours de l'année 2017, les activités ont porté principalement sur le contrôle de la régularité de l'exécution des crédits budgétaires alloués aux Ministères, Secrétariats Généraux, Institutions Républicaines et EPA.

### CONTRÔLE DE L'EXÉCUTION DU BUDGET

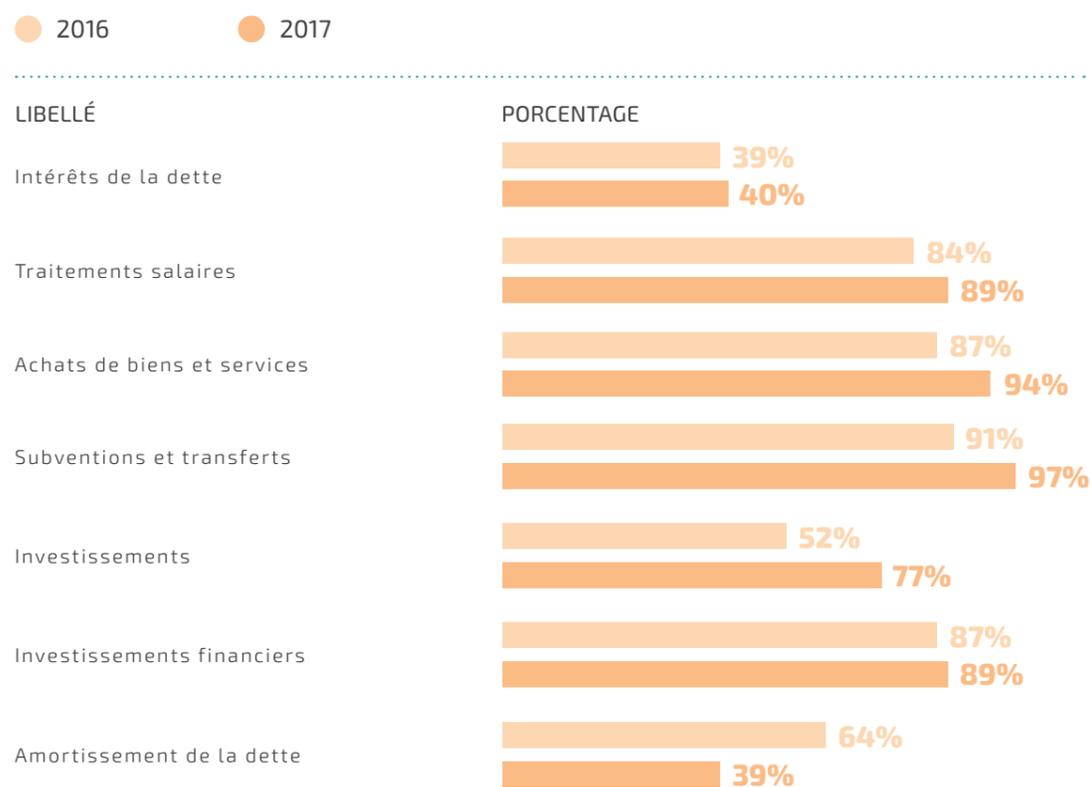
Au 30 novembre 2017, l'exécution du budget de l'Etat en termes d'engagements a atteint 12 656,20 mds de francs, correspondant à 82% des crédits ouverts à la chaîne dépenses, contre 73% en 2016.

### EXÉCUTION PAR TITRE

Les taux d'engagement élevés par rapport à 2016 s'expliquent principalement par :

- les prises en charge des nouvelles recrues (civiles et militaires) et des revendications salariales des fonctionnaires (civiles et militaires), pour le titre II
- les achats de fournitures et matériels, pour le compte du ministère de la Défense nationale et de fournitures scolaires pour les ministères en charge de l'Éducation nationale et de la Recherche scientifique, pour le titre III
- la réalisation des ouvrages liés aux festivités du 59ème anniversaire de l'indépendance du pays à Kankan et des travaux de rénovation des casernes et de bitumage de certaines routes nationales pour le titre V.

TABLEAU 18  
TAUX D'ENGAGEMENT PAR TITRE



### EXÉCUTION PAR SECTEUR

L'évaluation de l'exécution budgétaire par secteur indique également de grandes disparités. Au niveau des secteurs prioritaires, le taux d'exécution global est de 89%, contre 66% en 2016, pour les ministères concernés. Les taux les plus faibles, respectivement, 54% et 59%, ont été enregistrés dans les ministères de l'Élevage et de l'Enseignement technique respectivement.

Dans les secteurs non prioritaires, le taux d'exécution global est de 76%, légèrement inférieur à celui de 2016 qui était de 78%. Le Secrétariat général du gouvernement, les Dépenses communes et le ministère du Plan et de la Coopération Internationale ont enregistré les taux d'exécution les plus faibles avec respectivement 36%, 56% et 62%.

### EXÉCUTION PAR PROCÉDURE

Les taux d'utilisation des procédures d'engagement varient également :

- 46% pour la procédure normale, contre 47% en 2016
- 34%, pour la procédure sans ordonnancement préalable, contre 32% en 2016. Cette hausse justifie l'urgence de la révision de l'Arrêté no 1084/MEF/CAB/SGG du 16 mars 2011, portant modalités de mise en œuvre des procédures exceptionnelles d'exécution des dépenses publiques, pour l'adapter aux nouvelles dispositions de la LOLF et du Règlement Général
- 18% pour la procédure solde, contre 20% en 2016.

### TRAITEMENT DES DOSSIERS DE DÉPENSES

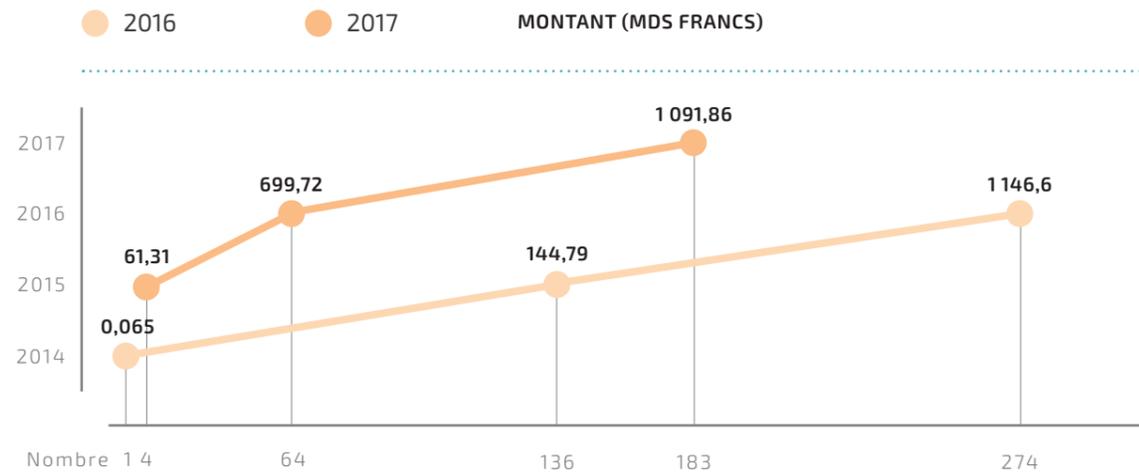
Au 30 novembre 2017, il a été traité à la Chaîne des Dépenses, 15 374 dossiers, toutes procédures confondues, pour 12 656,2 mds de francs contre 16 761 dossiers pour un montant de 9 823,43 mds en 2016.

TABLEAU 19  
NOMBRE DE DOSSIERS ET VALEUR PAR PROCÉDURE

PROCÉDURE	2016		2017	
	Nombre de dossiers	Montant (Mds francs)	Nombre de dossiers	Montant (Mds francs)
PROCÉDURE NORMALE	8 548	4 631,10	7 526	5 869,48
PPROCEDURE SANS ORDONNANCE PRALABLE	3 094	3 080,96	3 302	4 254,23
DONT : PROCÉDURE SANS ORDONNANCE PRÉALABLE (DIFFÉRENTES VARIABLES)	1 906	2 566,73	1 987	2 857,54
PROCÉDURE EXCEPTIONNELLE MISSION À L'EXTÉRIEUR	1 083	150,59	1 134	154,7
PROCÉDURE EXCEPTIONNELLE SANS ORDONNANCEMENT PRÉALABLE (AP)	105	363,64	181	1 241,98
PROCÉDURE SOLDE	4 541	1 977,99	4 544	2 288,22
DÉGAGEMENT	312	120,85		
ENGAGEMENTS COMPLÉMENTAIRES (RÉGULARISATION)	231	12,27	2	244,28
DÉGAGEMENT (RÉGULARISATION)	35	0,261		

Au titre des régularisations de dépenses, 251 dossiers pour un montant total de 1 852,89 mds ont été traités en 2017, contre 411 dossiers pour 1291,46 mds en 2016, ainsi répartis suit :

TABLEAU 20  
SITUATION DES DOSSIERS DE RÉGULARISATION



#### CONTRÔLE DE LA GESTION DES EPA ET DES EPIC

En 2017, 16 missions de contrôle des EPA et EPIC ont été réalisées.

# 2-10

## ACTIVITÉ DE L'INSPECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

En 2017 il est ressorti de l'activité de contrôle de l'IGF, les constats et recommandations ci-après :

#### CONSTATS

- les cadres juridiques de la plupart des EPA sont caduques
- l'inexistence de CA opérationnels au niveau de la plupart des EPA
- l'existence des postes vacants au niveau des services publics
- des déperditions de ressources identifiées au niveau des sociétés minières: CBG, SBK et SMB pour GNF 122 374 188 650 de frais de DDE non payés au titre des exercices 2015 et 2016
- des dépenses sans pièces justificatives pour GNF 3 200 000 000
- des écarts de stocks d'intrants non justifiés pour GNF 15 351 557 668
- des paiements sans service fait pour GNF 87 441 956
- des dépenses non éligibles pour GNF 125 297 351
- des salaires gelés au niveau des banques primaires reversés au trésor pour GNF 211 158 560

- une créance d'un montant de GNF 1 344 999 062 réclamée par un tiers à été jugée sans fondement
- non respect des attributions des contrôleurs financiers et des PRMP par les ordonnateurs auprès desquels ils sont placés
- mauvais archivage des documents et pièces justificatives ;
- besoin de renforcement des capacités des acteurs de l'exécution du budget

#### RECOMMANDATIONS

- l'adaptation des textes des EPA à la réglementation en vigueur (Ministres de tutelle)
- la désignation et l'opérationnalisation des CA des EPA (Ministres de tutelle)
- la nomination des cadres au niveau de tous les postes vacants (Ministres de tutelle, Présidence de la République)
- formation des acteurs de l'exécution du budget (MEF, MB et Ministres de tutelle)
- respect par les ordonnateurs des attributions des contrôleurs financiers et des PRMP
- recouvrement des montants non justifiés (Agence Judiciaire de l'État)
- gestion des Ressources Humaines.



# 3 Principales difficultés et contraintes

Au cours de l'année 2017, la pleine réalisation du programme d'activité du ministère en charge de l'Économie et des Finances a été contrainte par les difficultés liées au respect des procédures de passation des marchés publics, à l'exécution des investissements publics et aux réticences face aux contrôles ainsi qu'à la résistance au changement.

Au niveau opérationnel, les difficultés identifiées par les structures du département se résument en quatre rubriques, à savoir les procédures budgétaires, les marchés publics les questions institutionnelles et la gestion des ressources humaines, ainsi que les moyens et équipements. Certaines de ces contraintes ou difficultés sont persistantes.

## AU PLAN INSTITUTIONNEL ET DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Le niveau d'engagement des cadres est très variable, les capacités faibles voire inexistantes, générant une charge de travail importante sur les cadres performants. Le non respect des délais de traitement des dossiers a entraîné des retards parfois préjudiciables et pourtant évitables.

C'est ainsi qu'en 2017, des actes administratifs de sanctions du premier degré ont vu leur nombre progressé par rapport à 2016 : 22 sanctions, tous types confondus, avertissements, blâmes et suspensions, ont été prises en 2017 contre 6 en 2016. Ils ont concerné aussi bien des hauts cadres que les cadres d'exécution.

Les cadres mettent en œuvre les actions sans chercher l'atteinte des résultats. Un changement de gestion s'impose, il a été initié au niveau du MEF et doit s'intensifier. Il s'agit entre autres du renforcement du suivi des plans d'actions des directions et services,

des réunions bi-hebdomadaires ont été effectuées et sont désormais de mise. Elles sont basées sur des outils de suivi (tableaux de bord). De même, en vue d'accroître le traitement rapide des dossiers et courriers une application a été conçue et doit être déployée début 2018. Dans l'intervalle un tableau de bord de suivi des attributions de dossiers et courriers a permis de réduire les délais, même si des dérapages sont encore constatés.

La qualification des cadres qui sont affectés dans la plupart des structures (DNEEP, CTSP, DNPEIP notamment) n'est bien souvent pas en adéquation avec le caractère hautement technique des activités.

Les nouveaux cadres recrutés ont des profils variés (économistes, financiers, juristes et comptables). Ce qui ne facilite pas le travail en équipe, en l'absence d'accompagnement à travers un programme de formation initiale et continue adapté aux besoins.

Le système de motivation dont bénéficie le personnel n'est généralement pas assez performant.

## AU NIVEAU DES MOYENS ET ÉQUIPEMENTS

Les ressources financières ne permettent pas de couvrir la totalité des charges de fonctionnement des structures. Ce qui compromet la réalisation des programmes de travail et elles sont concentrées sur Conakry.

Même si des efforts ont été entamés en 2017 (équipement roulant des Trésoreries Régionales, connexion internet-intranet assurée en 2017, etc), l'espace de travail, le matériel roulant, les équipements informatiques et les mobiliers de bureau sont très insuffisants pour assurer le bon fonctionnement, la coordination et le contrôle du vaste réseau de structures déconcentrées du MEF.

# 4 Perspectives

Les perspectives pour l'année 2018 s'inscrivent dans le cadre des axes prioritaires définis pour le département et l'amélioration des performances dans la réalisation des missions du MEF.

Elles sont également fortement encadrées par la nécessité de concrétiser les engagements pris en 2017 dans le cadre du Groupe Consultatif sur le PNDES à Paris, en France.

Le défi important est celui de la mobilisation de ces financements, de la mise en œuvre des projets et programmes pour permettre d'impacter de façon positive les conditions de vie de nos populations.

Dans ce contexte, le MEF poursuivra et intensifiera son action de conduite et supervision du programme macroéconomique en 2018. En particulier les défis qui restent à relever sont entre autres :

- La mise en place d'outils d'analyse et de prévisions
- Le renforcement de la coordination entre les différents services impliqués dans la gestion macroéconomique et celle des finances publiques
- L'amélioration de la gestion de la dette publique
- L'amélioration de la gestion des financements de l'Etat (notamment bons du trésor)
- La gestion de la commande publique
- L'amélioration de l'exercice de tutelle financière de l'Etat sur les établissements publics et les entreprises publiques
- Le renforcement de régulation budgétaire à travers un contrôle financier plus efficace
- La poursuite de politique d'ouverture et d'influence de la part du MEF.

Pour ce faire, la politique du MEF en matière de gestion des ressources humaines doit être axée sur les résultats et la compétence. La gestion du travail doit également s'orienter sur la recherche et l'atteinte de résultats.

L'informatisation est un passage obligé pour une administration économique et financière plus efficace et transparente.

# Annexes

## Missions de renforcement des capacités en 2017.

■ Nature de mission ■ Objectifs ■ Période ■ Structures bénéficiaires ■ PTF

Mission d'assistance technique dans le cadre de l'élaboration du manuel de procédures d'exécution budgétaire et comptables.		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Appuyer les autorités dans l'élaboration du manuel de procédures de la dépense publique ;</li> <li>Asseoir une méthodologie d'analyse des délais dans la chaîne d'exécution de DP et ;</li> <li>Proposer un contenu pertinent au manuel de procédures d'exécution de la DP</li> </ul>		
16 au 27 janvier 2017	DNB DNTCP DNCF	FAD/FMI
Mission d'assistance technique dans le cadre de la poursuite des discussions sur les recommandations de la mission de janvier 2016.		
Poursuivre le renforcement des capacités des services financiers de la Guinée dans le domaine de la gestion macroéconomique et budgétaire dans un contexte de ressources minières. Spécifiquement : Evaluer les capacités et les outils de préparation du cadrage macroéconomique, 2016-2020		
08 au 22 février 2017	DNEEP DNB	FAD/FMI
Mission conjointe sur le renforcement des capacités en matière de prévisions de flux de trésorerie et modélisation de plan de trésorerie.		
Renforcer les capacités de la Division en charge de la gestion et du suivi de la trésorerie (DAMF de la DNTCP et de la Cellule technique d'appui au Comité de Trésorerie sur les techniques de prévision et (ii) appuyer à la construction d'un modèle de plan de trésorerie adapté au contexte local pour améliorer la fiabilité de prévision périodique de la trésorerie.		
5 au 18 octobre 2017	DNTCP/Cellule d'Appui Technique au Comité de Trésorerie	FAD/FMI/UE
Mission conjointe sur le renforcement des capacités en matière de prévisions de la trésorerie.		
Aider les autorités à doter la direction nationale du Contrôle financier d'un manuel de procédure de contrôle en lien avec les missions de contrôle financier telles qu'elles découlent du nouveau cadre légal et réglementaire de la gestion des finances publiques adopté en 2012.		
25 octobre au 7 novembre 2017	DNCF	FAD/FMI

38

Séminaire régional sur le cadrage macroéconomique et son utilisation pour l'élaboration des budgets de programmes.		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Évaluer les dispositifs institutionnels qui régissent les travaux d'élaboration des cadrages macroéconomiques et des prévisions budgétaires dans les pays couverts par l'Afritac de l'Ouest ainsi que des outils qui sont utilisés à cette fin ;</li> <li>Identifier les bonnes pratiques et proposer des pistes pour rendre plus performants les outils ; les dispositifs institutionnels et l'organisation des prévisions macroéconomiques et budgétaires ;</li> <li>Former les cadres sur l'enjeu du budget-programme et leurs implications sur le processus d'élaboration des cadrages macroéconomiques.</li> </ul>		
27 au 31 mars 2017	BCRG/DNPP/INS/DNEEP	AFRITAC de l'Ouest

Mission d'appui à la revue de l'organisation comptable de l'Etat.		
Appuyer la mise en œuvre des réformes comptables induites par le nouveau cadre légal et réglementaire de gestion des finances publiques par la réalisation d'une revue de l'organisation comptable de la Direction nationale du trésor et de la Comptabilité publique (DNTCP).		
27 juin au 7 juillet 2017	DNTCP/DNB/DNCF/DNI/DGD/DNPEIP/DNSI	AFRITAC de l'Ouest

Mission d'assistance technique sur l'amélioration des dispositifs d'analyse et prévision macroéconomiques.		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Formation aux concepts de la comptabilité nationale et aux techniques de construction du tableau des ressources et des emplois (TRE) et du tableau des comptes économiques intégrés (TCEI) et de la matrice de comptabilité sociale (MCS).</li> <li>Appui à la Direction Nationale du Plan et de la Prospective et au Comité de cadrage macroéconomique pour améliorer les dispositifs d'analyse et des prévisions macroéconomiques de la Guinée en formant les cadres à l'utilisation des comptes nationaux pour les projections du cadrage macroéconomique et en poursuivant l'appropriation du modèle MSEGUI.</li> </ul>		
16 au 20 octobre 2017 23 octobre au 3 novembre 2017	DNPP/INS/DNEEP /Comité technique de Cadrage macroéconomique	AFRITAC de l'Ouest

Mission d'assistance technique sur l'élaboration des statistiques de finances publiques conformément au Manuel de statistiques de finances publiques 2001 (MSFP 2001/2014)		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Finaliser la première ébauche de la table de passage du TOFE base MSFP 2001/2014 pour l'administration centrale budgétaire ;</li> <li>Produire la situation de la dette de l'administration publique centrale budgétaire à travers des séances de formation théoriques et pratiques des différentes rubriques de ladite situation ;</li> <li>Faire le point sur les constatations et recommandations de la mission SFP de novembre 2016 ;</li> <li>Débuter les travaux d'élargissement du champ des SFP au secteur de l'administration publique à travers l'examen des données de la sécurité sociale, des établissements publics nationaux et des collectivités locales ou décentralisées ;</li> <li>Examiner les moyens d'améliorer la diffusion du TOFE actuel.</li> </ul>		
23 octobre au 3 novembre 2017	MEF (DNB, CTSP, DNTCP, DNI, DGD, DND/APD, DNIP, DNPEIP, BCRG)	AFRITAC de l'Ouest

Mission d'assistance technique d'appui au renforcement des cadres budgétaires et des dépenses à moyen termes (CBMT/CDMT).		
Appuyer les autorités budgétaires au renforcement des documents de programmation pluriannuelle des dépenses aussi bien au niveau central pour le DPBP qu'au niveau sectoriel pour les CDMT ministériels.		
7 au 17 novembre 2017	MEF/MB/MPCI/DAF des Ministères sectoriels	AFRITAC de l'Ouest

39

Séminaire régional du Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique de l'Ouest du Fonds monétaire International sur « Assurer une gestion active de la trésorerie pour le financement du budget de l'état dans chaque Etat membre de l'AFRITAC de l'Ouest ».

Renforcement des capacités en matière de gestion de la trésorerie. Il s'agit plus spécifiquement (i) sensibiliser sur la gestion de trésorerie; les conditions de mise en œuvre et les avantages en lien avec la gestion de la dette publique; (ii) vulgariser les techniques de révisions infra-annuelles et annuelles de trésorerie; (iii) assurer l'alignement entre le plan annuel des emprunts pour le financement des besoins de l'Etat et le plan prévisionnel annuel mensualité de la gestion de la trésorerie; (iv) définir le concept et présenter les avantages; les structures et les modalités de mise en œuvre du Compte Unique du Trésor à la Banque centrale; et (v) vulgariser les instruments de financement de la trésorerie.

16 au 20 janvier 2017 à Abidjan      Quatre cadres DNTCP/DND/APD/ DNB/DNMP      AFRITAC de l'Ouest

Séminaire sur le thème « Aligner la documentation budgétaire sur les exigences de la transparence de la gouvernance financière publique ».

Renforcer les capacités des pays membres à la production d'une documentation budgétaire conforme à la LOLF pour un contrôle efficace de la gouvernance financière publique.

23 au 27 janvier 2017 à Yaoundé      DNB/DNTCP/Commission des Finances de l'Assemblée Nationale      AFRITAC de l'Ouest et du Centre

Séminaire sur la programmation et politiques financières.

Aider les cadres à mieux comprendre les mécanismes d'élaboration et de mise en œuvre des politiques macroéconomiques et financières.

24 avril au 5 mai à Dakar      Deux cadres de la DNEEP      AFRITAC de l'Ouest

#### Sanctions.

	HAUTS CADRES		CADRES D'EXÉCUTION		EMPLOYÉS		TOTAL	TOTAL
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
AVERTISSEMENT	2	3	1	3		4	3	10
BLÂME		6		2				8
SUSPENSION		1	3	3			3	4
<b>TOTAL</b>	<b>2</b>	<b>10</b>	<b>4</b>	<b>8</b>		<b>4</b>	<b>6</b>	<b>22</b>

#### CONTRATS ET AVENANTS SIGNÉS EN 2017

	Contrat	Avenant
MINISTÈRE DE L'ACTION SOCIALE	4	
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES	2	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE	29	9
MATD	3	
MINISTÈRE DU BUDGET	19	
MINISTÈRE DU COMMERCE	2	1
MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION	2	
MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES SPORTS	7	
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE	7	
MINISTÈRE DE L'ÉLEVAGE	1	
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE	39	14
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE	97	
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	66	2
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE	19	1
MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE	3	
MINISTÈRE DE L'HÔTELLERIE	0	0
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE	3	
MINISTÈRE DE LA JEUNESSE	1	
MINISTÈRE DES MINES	8	
MINISTÈRE DU PLAN	6	
MINISTÈRE DES PÊCHES	1	2
MINISTÈRE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS	3	2
MINISTÈRE DE LA SANTÉ	38	
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ	5	1
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS	71	2
MINISTÈRE DES TRANSPORTS	1	
MINISTÈRE DE L'UNITÉ NATIONALE	1	
MINISTÈRE DE LA VILLE	5	
MINISTÈRE DES FINANCES	7	
PRÉSIDENTE	1	
PRIMATURE	12	
APIP	1	
BCRG	1	1
SECRÉTARIAT PERMANENT DU CADRE DE CONCERTATION	1	
CONTRATS AU NIVEAU DE LA CELLULE FED	15	4
DIVERS	4	
<b>TOTAL</b>	<b>485</b>	<b>39</b>

TOTAL 524

TABLEAU DE SUIVI DES MISES EN VIGUEUR D'ACCORD DE PRÊTS

PARTENAIRES TECHNIQUE ET FINANCIERS	Montant	Convention, accord et financement (don/prêt)	Date de la signature GoG et PTF	Date de la transmission par MEF à SGG	Date de transmission du SGG à l'AN	Date d'adoption AN	Date de l'avis juridique Cour Constitutionnelle	Date de décret de promulgation	Date de décret de ratification
FONDS AFRICAÏN DE DÉVELOPPEMENT (FAD)	14 542 000 UC et 9 774 000 UC	Programme d'aménagement de routes et de facilitation du transport au sein de l'Union du Fleuve Mano	12 février 2015	-	20 mars 2017	24 avril 2017	-	19 mai 2017	19 mai 2017
BANQUE AFRICAÏNE DE DÉVELOPPEMENT (BAD) ET LE FONDS AFRICAÏN DE DÉVELOPPEMENT (FAD)	8 857 000 UC et 9 774 000 UC	Facilité d'appui à la transition (FAT), programme d'aménagement de routes et de facilitation du transport au sein de l'Union du Fleuve Mano	12 février 2015	-	20 mars 2017	24 avril 2017	-	19 mai 2017	19 mai 2017
FONDS AFRICAÏN DE DÉVELOPPEMENT (FAD)	9 774 000 UC	Programme d'aménagement de routes et de facilitation du transport au sein de l'Union du Fleuve Mano	12 février 2015	-	20 mars 2017	24 avril 2017	-	19 mai 2017	19 mai 2017
BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT (BID)	198 700 000 EUROS	Construction des routes d'intégration régionale Dabola-Kouroussa et Gueckédou-Kondembadou	02 mars 2017	24 mars 2017	28-mars 2017	10 mai 2017	30 mai 2017	02 juin 2017	02 juin 2017
BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT (BID)	22 440 000 EUROS	Post Ebola	16 octobre 2016	-	01 novembre 2016	30 décembre 2016	30 décembre 2016	24 janvier 2017	24 janvier 2017
BANQUE INTERNATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT ET ECONSTRUCTION (BIRD)	21 593 665 et 47 409 555 USD	Souscription au capital de la BIRD	08 mars 2016	27 janvier 2017	-	13 février 2017	23 février 2017	28 février 2017	28 février 2017
ASSOCIATION INTERNATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT (AID)	23 000 000 USD	Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO/WAAPP)	13 mars 2017	04 avril 2017	-	23 mai 2017	06 juin 2017	07 juin 2017	07 juin 2017
FONDS DE L'OPEP POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (OFID)	20 000 000 USD	Projet de Développement Rural Intégré pour la Relance de l'Horticulture et Forages en Guinée (PDRI-HFG)	20 avril 2017	11 mai 2017	20 mai 2017	31 mai 2017	19 juin 2017	19 juin 2017	19 juin 2017
ASSOCIATION INTERNATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT (AID)	22 000 000 USD	EGTACB	24 juillet 2017	28 juillet 2017	03 août 2017	11 septembre 2017	15 septembre 2017	17 octobre 2017	17 octobre 2017
ASSOCIATION INTERNATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT (AID)	30 000 000 USD	Adduction d'eau (SEG)	26 juillet 2017	28 juillet 2017	03 août 2017	11 septembre 2017	16 octobre 2017	17 octobre 2017	17 octobre 2017
ACCORD BELGIQUE EAU POTABLE	6 494 000 EUROS	Eau potable en milieu rural	11 août 2017	22 août 2017	24 août 2017	-	-	-	-
MINISTÈRE DE L'ÉDUCAT BANQUE INTERNATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT ET RECONSTRUCTION (BIRD)	5 000 000 USD	Fonds pour l'environnement mondial, programme régional des pêches en Afrique de l'Ouest	24 février 2017	-	-	04 juillet 2017	10 août 2017	17 août 2017	17 août 2017
FKW	8 000 000 dinars Kw	Projet de réhabilitation de la route Guéckédou-Kondébadou	23 mai 2017	14 juillet 2017	06 septembre 2017	11 septembre 2017	16 octobre 2017	17 octobre 2017	17 octobre 2017
BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT (BID)	15 600 000 EUROS	Projet d'approvisionnement en eau potable et assainissement en Guinée forestière	14 octobre 2017	25 octobre 2017	31 octobre 2017	-	-	-	-
BADEA	26 000 000 USD	Lot 3 Guéckédou-Kondébadou	14 octobre 2017	25 octobre 2017	31 octobre 2017	29 novembre 2017	-	-	-
FONDS AFRICAÏN DE DÉVELOPPEMENT (FAD)	21 220 000 UC	Prêt Construction route Coyah-Forécariah Frontière Sierra Leone	31 octobre 2017	15 novembre 2017	24 novembre 2017	29 novembre 2017	-	-	-
FONDS AFRICAÏN DE DÉVELOPPEMENT (FAD)	17 060 000 UC	Don Construction route Coyah-Forécariah Frontière Sierra Leone	31 octobre 2017	15 novembre 2017	24 novembre 2017	29 novembre 2017	-	-	-
BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT (BID)	25 000 000 USD	Prêt développement agricole Gaoual, Koundara et Mali	16 novembre 2017	13 décembre 2017*	-	-	-	-	-
BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT (BID)	45 000 000 USD	Prêt développement de la chaîne de valeur des produits agricoles	16 novembre 2017	13 décembre 2017*	-	-	-	-	-

\* Transmission faite au SGG par le Ministère du Plan et de la Coopération Internationale (MPCI)